

SOMMAIRE

Liste des abréviations

Liste des cartes

Liste des graphes

Liste des figures

Liste des tableaux

INTRODUCTION

1 Concepts et état de l'art

1.1 La pauvreté

1.2 Concepts de microfinance

1.3 Notions de résultats, d'effets, d'impact, de changements significatifs et de changements durables

1.4 Concepts sur l'évaluation

1.5 Théorie mobilisée : L'Approche des Moyens d'Existence Durables

2 MATERIELS ET METHODES

2.1 Justification du choix du thème

2.2 Choix de l'organisme d'accueil

2.3 Choix de la zone d'étude

2.4 Démarches de vérification commune aux hypothèses

2.5 Démarches de vérification spécifiques à chaque hypothèse

2.6 Limites de l'étude

2.7 Chronogramme des activités

3 RESULTATS

3.1 Résultats et effets des services offerts

3.2 Les changements constitutifs de l'impact des services offerts

3.3 La durabilité des changements issus des services offerts

4 DISCUSSIONS ET RECOMMANDATIONS

4.1 DISCUSSIONS

4.2 RECOMMANDATIONS

CONCLUSION

BIBLIOGRAPHIE

WEBIOGRAPHIE

ANNEXES

LISTE DES ANNEXES

TABLES DES MATIERES

Liste des abréviations

AGR	:Activité Génératrice de Revenu
AFAFI	: <i>Aro ho an 'ny FAhasalamanany Fianakaviana</i>
AFD	: Analyse Factorielle Discriminante
AMED	: Approche des Moyens d'Existence Durable
Ar	: <i>Ariary</i>
Ar/Kg	: <i>Ariary</i> par kilogramme
C.E.FOR	: Crédit Epargne FORmation
CAH	: Classification Ascendante Hiérarchique
CECAM	: Caisse d'Epargne et de Crédit Agricole de Madagascar
CUA	: Commune Urbaine d'Antananarivo
ELP	: Epargne Liée aux Prêts
ESSA	: Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques
GCV	: Grenier Communautaire Villageois
FFOM	: Forces- Faiblesses-Opportunités –Menaces
Hj	: Homme Jours
IMF	: Institution de MicroFinance
OP/OM	: Organisation des Producteurs/Opérateurs de Marché
PP	: Premier prêt
PS	: Prêt successif
VAB	: Valeur Ajoutée Brute

Liste des cartes

Carte 1 : Localisation de la zone d'étude.....	10
--	----

Liste des graphes

Graphe 1 : Typologie des bénéficiaires.....	20
Graphe 2 : Diversification d'activités génératrices de revenu.....	26
Graphe 3 : Niveau d'intensification agricole.....	27
Graphe 4 : Indicateurs de santé.....	33
Graphe 5 : Facteurs de la variation du revenu.....	34

Liste des figures

Figure 1: Cadre des moyens d'existence durable.....	7
---	---

Liste des tableaux

Tableau 1 : Répartition des ménages enquêtés.....	12
Tableau 2 : Liste des variables explicatives utilisées.....	14
Tableau 3 : Construction de la grille de lecture des effets.....	15
Tableau 4 : Construction des indicateurs d'impact.....	16
Tableau 5: Chronogramme des activités.....	18
Tableau 6 : Récapitulation des résultats et des effets des services offerts.....	19
Tableau 7 : Caractéristiques de chaque type.....	21
Tableau 8 : Grille de lecture des effets.....	23
Tableau 9 : Choix des indicateurs d'impact.....	25
Tableau 10 : Résultats économiques de l'agriculture.....	28
Tableau 11 : Résultats économiques de l'élevage.....	29
Tableau 12 : Score de consommation alimentaire.....	31
Tableau 13 : Scolarisation des enfants.....	32
Tableau 14 : Analyse FFOM.....	35

INTRODUCTION

Le secteur agricole constitue le pilier de l'économie de Madagascar. La mauvaise performance de ce secteur serait alors une cause majeure de la pauvreté surtout en milieu rural. La rentabilité des activités génératrices de revenu en milieu rural est faible et insuffisante en raison du manque de moyens financiers. Ainsi, l'idée de faciliter l'accès aux services financiers des pauvres est apparue (KARIN, 2011).

La réduction de la pauvreté se situe au cœur de la politique de développement de tout pays. Elle est l'un des objectifs principaux de la politique du développement et beaucoup de stratégies et d'instruments ont été mis en place afin d'y parvenir. Au moment où la modernisation était en vigueur, entre 1950 et 1970, le principal objectif était de stimuler le développement par la croissance économique. Faciliter l'accès aux services financiers des populations démunies fait partie de la politique du développement (KARIN, 2011).

De ce fait, les priorités des actions de développement étaient axées sur la recherche de solutions afin d'accroître la production du secteur primaire par le biais de son financement. La politique a adopté la réforme du secteur financier. Depuis l'instauration des Objectifs du Millénaire pour le Développement, l'offre de services financiers de proximité revient sur la scène de toute politique de développement (CLARA et OMAR, 2009). A cet effet, la mise en place du système de microfinance fut largement adoptée par les pays en voie de développement. La microfinance constitue un élément central de la politique économique mise en place par le gouvernement, c'est un secteur qui est appelé à contribuer à l'éradication de la pauvreté à Madagascar. Par rapport au contexte de l'environnement financier, le monde rural constitue le client des institutions financières locales.

Ayant un fort trait rural, la population du District d'Ambohidratrimo est touchée par le problème d'insuffisance de moyens financiers. Ainsi, la zone a bénéficié des services de proximité de Crédit- Epargne- FORMation (C.E.FOR) mis en œuvre par l'agence C.E.FOR sise à Anjomakely. Les services offerts devraient aider les paysans à améliorer leurs activités génératrices de revenus. Pourtant, les paysans restent toujours dans une situation précaire. Les expériences semblent souligner que malgré la diversité des approches soutenues, très peu de résolutions proposées ont donné des changements significatifs (ANDRIANINTSOA, 2012). En effet, les études et évaluations sont toujours restées au niveau de la détermination des résultats et des effets, sans réellement dégager les changements significatifs sur le niveau de vie de la population. Ces études et évaluations sont limitées et sont trop centrées sur la

capacité des institutions à atteindre les objectifs fixés en négligeant les changements induits par les actions. Les incidences à long terme des actions de développement n'étaient pas toujours à la hauteur des attentes de leurs promoteurs (CIEDEL, 1999). Ainsi, la présente étude contribuera à l'évaluation de l'impact des services apportés par C.E.FOR dans la zone concernée. L'étude se propose de répondre à la problématique suivante: Quels sont les changements induits, qui sont issus des services offerts par C.E.FOR au niveau des ménages bénéficiaires?

Face à cette problématique, les questions de recherche suivantes sont alors posées :

- ❖ Comment se structurent les résultats et les effets des services offerts?
- ❖ Les changements issus de ces résultats et effets sont-ils significatifs pour les bénéficiaires?
- ❖ Les changements significatifs observés sont-ils durables par rapport à la situation globale des bénéficiaires?

L'étude se fixe comme objectif global de déterminer l'impact des services offerts par C.E.FOR au niveau des ménages bénéficiaires dans la zone d'étude.

En se référant à cet objectif global, les objectifs spécifiques visent particulièrement à :

- ❖ Déterminer les résultats et les effets issus des services offerts ;
- ❖ Analyser l'importance des changements sur l'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires ; et
- ❖ Analyser la durabilité des changements observés chez les bénéficiaires.

Les hypothèses suivantes sont alors formulées :

- ❖ Les résultats et les effets engendrés par la complémentarité des services offerts se caractérisent par des changements sur le plan technique, socio-économique et organisationnel différenciés selon les types de ménage ;
- ❖ Les changements apportés sont appréciés selon l'importance ressentie par les ménages bénéficiaires ;
- ❖ La durabilité des changements significatifs dépend de la capitalisation des acquis qui est liée à des facteurs externes et internes influençant les revenus des ménages.

Aux termes de cette étude, les résultats suivants sont attendus :

- ❖ Les résultats atteints et les effets survenus en relation avec les services offerts seront déterminés;
- ❖ L'importance des changements ressentis auprès des bénéficiaires sera analysée;
- ❖ La durabilité des changements significatifs apportés sera évaluée.

Le présent ouvrage est structuré en quatre parties distinctes :

- ❖ Les concepts et état de l'art de l'étude ;
- ❖ Les matériels et méthodes comprenant la démarche globale pour la collecte des données quantitatives et qualitatives nécessaires à l'étude, et celles spécifiques pour la vérification des hypothèses;
- ❖ Les résultats portant sur la typologie des ménages suivant des variables prédéfinies, la détermination des changements constitutifs de l'impact et l'analyse de la durabilité des changements apportés par les services;
- ❖ Les discussions et recommandations donnant une analyse des résultats et des axes d'intervention pour l'orientation des actions futures.

1 Concepts et état de l'art

1.1 La pauvreté

La pauvreté monétaire est définie comme un manque d'argent. Elle exprime un aspect de niveau de vie qui résulte d'une insuffisance de ressources engendrant une consommation insuffisante.

La pauvreté de condition de vie traduit une situation de manque dans les domaines relatifs à l'alimentation, à la santé, à l'éducation, etc.

La pauvreté de potentialité traduit le fait que l'on n'ait pas pu disposer des moyens qui auraient permis de se soustraire de la pauvreté, de vivre correctement et de mettre en valeur ses capacités individuelles. Cette insuffisance d'accumulation de capital engendre une mise en valeur insuffisante des capacités individuelles. Cette approche permet d'aborder la pauvreté à sa source en la considérant comme le résultat d'une incapacité à saisir les opportunités qui se présentent en raison d'un manque de capacités résultant d'une santé déficiente, d'une éducation insuffisante, de déséquilibres nutritionnels, etc (ADAMA *et al.* ,1997).

1.2 Concepts de microfinance

La microfinance est l'offre de services financiers et non financiers adaptés aux pauvres, à ceux qui n'ont pas accès aux services financiers formels qui exigent des garanties matériels, des apports financiers etc. Elle se distingue du secteur financier ordinaire, c'est-à-dire des banques, en particulier par son groupe de bénéficiaires. La microfinance vise les couches de la population qui sont exclues du secteur bancaire et a pour objectif principal de leur faciliter l'accès aux services financiers (KARIN, 2011).

Le microcrédit est une pratique qui consiste à octroyer des prêts de faible montant à des populations pauvres généralement exclues du système financier classique pour les aider à conduire des activités productives ou génératrices de revenus (DOMINIQUE, 2011).

1.3 Notions de résultats, d'effets, d'impact, de changements significatifs et de changements durables

Les résultats constituent les changements qualitatifs et quantitatifs produits directement par les actions entreprises. Il s'agit des produits des activités mises en œuvre qui contribuent à la réalisation des objectifs spécifiques, où les groupes cibles commencent à percevoir les bénéfices durables. Les résultats ont des rapports directs avec les objectifs du programme et se mesurent par la réalisation de ces objectifs.

Les effets constituent les incidences des actions entreprises sur le milieu physique et humain environnants. Les effets conjuguent les résultats de l'action et autres dynamiques ou contraintes provenant du milieu dans lequel se déroule l'action.

L'impact est la nouvelle situation issue de l'ensemble des effets. *«L'impact d'une action de développement c'est la situation issue de l'ensemble des changements significatifs et durables, positifs ou négatifs, prévus ou imprévus, dans la vie et l'environnement des personnes et des groupes et pour lesquels un lien de causalité direct ou indirect peut être établi avec l'action de développement»* (CIEDEL, 1999, p.12).

1.3.1 Changements significatifs et changements durables

Les changements significatifs sont constitués non seulement de «ceux qui changent». C'est aussi l'importance ressentie de ces changements au niveau des bénéficiaires. Ce sont des changements jugés importants sur les conditions de vie de la population (CIEDEL, 1999).

Les changements sont durables lorsqu'ils se poursuivent de façon efficace, qu'ils assurent un taux élevé de couverture et qu'ils reflètent une forte appropriation communautaire tout en utilisant les ressources mobilisées par la communauté.

1.4 Concepts sur l'évaluation

L'évaluation des résultats consiste à mesurer les actions réalisées sur le plan qualitatif et quantitatif. Elle est donc un regard porté sur l'action elle-même.

L'évaluation des effets prend en compte un public plus large que le public cible de l'action. L'évaluation des effets est un regard porté sur l'interaction entre l'action et la population.

L'évaluation de l'impact est un jugement porté sur les dynamiques de changement au sein de la population concernée par l'action. L'évaluation de l'impact prend en compte la complexité des interactions entre l'action de développement et l'ensemble de la population concernée par l'action (CIEDEL, 1999). Par ailleurs, «l'évaluation d'impact est destinée à mesurer si le programme a eu l'impact désiré sur des individus, des ménages et des institutions. Les évaluations d'impact peuvent aussi explorer des conséquences imprévues, soit positives, soit négatives sur les bénéficiaires» (DELARUE, 2007).

1.5 Théorie mobilisée : L'Approche des Moyens d'Existence Durables

L'Approche des Moyens d'Existence Durables (AMED) est un des outils qui permet une meilleure compréhension des moyens d'existence des pauvres. Elle s'appuie sur les principaux

facteurs influençant les moyens d'existence des pauvres et sur les liens qui unissent habituellement ces facteurs. Elle peut être utilisée pour planifier de nouvelles activités de développement et pour évaluer la contribution d'activités existantes à la pérennité des moyens d'existence.

Dans sa conception théorique, elle propose une vision holistique de la relation entre individu et son terroir comme source de menace et d'opportunité pour l'existence des individus et des ménages. L'approche est résolument centrée sur les individus (ou plus sur les ménages). Il s'agit de ramener l'attention sur les problèmes des individus et de faire en sorte que le succès d'une intervention puisse se mesurer à partir des changements engendrés à un niveau individuel. L'AMED est construite autour du concept de «moyens d'existence durable» et d'une théorie de changement. Celle-ci identifie un certain nombre de niveaux et facteurs stratégiquement importants qui, dans une logique d'ensemble, expliquent comment la maîtrise et l'orientation des facteurs vers la stratégie d'existence devraient engendrer des effets positifs sur l'existence des individus dans un territoire déterminé (MARIO, 2000).

Les deux composantes clés de l'AMED sont les suivantes:

- un cadre qui facilite la compréhension de la complexité de la pauvreté
- une série de principes visant à orienter les actions de lutte contre la pauvreté

Le cadre Moyens d'Existence Durables place les personnes, et plus particulièrement les ruraux pauvres, au centre d'un réseau d'influence interdépendante qui ont un impact sur la façon dont ces personnes créent des moyens d'existence pour eux et leurs ménages. Au plus près des personnes, et au centre du cadre se trouvent les ressources et les biens associés aux moyens d'existence auxquels elles ont accès et qu'elles utilisent, à savoir, les ressources naturelles, les technologies, les compétences, les connaissances et les capacités dont elles disposent, leur santé, l'accès à l'éducation, les sources de crédit, ou leurs réseaux d'appui social. L'étendue de leur accès à ces biens est fortement influencée par leur contexte de vulnérabilité, laquelle est tributaire des tendances (par exemple, économiques, politiques, technologiques), des chocs (par exemple, épidémies, catastrophes naturelles, guerre civile) et de la saisonnalité (par exemple, prix, production, perspectives d'emplois). L'accès est également influencé par l'environnement social, institutionnel et politique prévalant, qui a un effet sur les façons dont les personnes associent et utilisent leurs biens pour atteindre leurs objectifs. Tout ceci constitue leurs stratégies de moyen d'existence (Annexe 1).

La présentation la plus complète et cohérente du cadre conceptuel des *livelihoods* est faite dans le travail de synthèse et de vulgarisation du *Department for International Development of the British Government* (DFID) avec l'appui des universitaires et chercheurs ayant contribué à élaborer et promouvoir ce cadre (DFID, 2001).

La Figure 1 suivante montre le cadre résumant ses composantes et leur rétroaction représentée par des flèches :

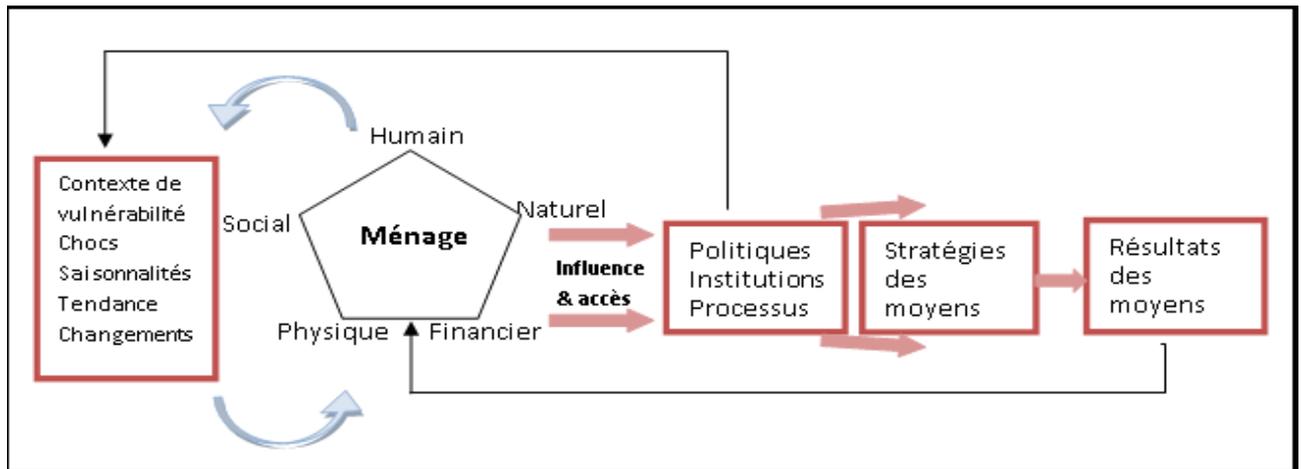


Figure 1 : Cadre des moyens d'existence durable

. Source : DFID ,2001

2 MATERIELS ET METHODES

2.1 Justification du choix du thème

Il est bien reconnu qu' « une évaluation est une partie vitale de toutes opérations de développement rural ». Elle apparaît comme un outil indispensable pour saisir les résultats concrets d'une opération de développement rural et aussi de mettre en évidence les changements profonds du milieu rural. Elle permet aux décideurs de fournir tous les éléments nécessaires soit à la reformulation de l'opération, soit à la préparation d'autres opérations qu'elles s'intègrent ou non dans un processus de planification (DANEL et *al.*, 1979). C.E.FOR est une IMF dans la Région Analamanga. La question de l'impact des services offerts sur les conditions de vie des paysans est cruciale et délicate à traiter. Les IMF pâtissent encore d'un « déficit d'évaluation ». L'intérêt de cette présente recherche est alors d'évaluer l'impact des services offerts.

2.2 Choix de l'organisme d'accueil

C.E.FOR, créé en 2001 par l'organisation humanitaire *Inter Aide*, est une institution de microfinance (IMF) de niveau 1 c'est-à-dire à taille faible et dont les activités sont limitées. Aussi, C.E.FOR est une IMF de Formation Professionnelle de droit malgache, à but non lucratif et non mutualiste. C.E.FOR vise à lutter contre la pauvreté en améliorant l'autonomie, les compétences et les capacités de développement des familles les plus démunies et de promouvoir leur insertion socio-économique (C.E.FOR, 2013).

C.E.FOR travaille actuellement sur l'ensemble de la Commune Urbaine d'Antananarivo ainsi que sur 20 communes limitrophes. Le réseau C.E.FOR est constitué à ce jour de 11 agences intervenant dans les zones du 1^{er} au 6^{ème} arrondissement de la Commune Urbaine d'Antananarivo (CUA), ainsi que sur 20 communes rurales réparties sur 3 Districts: d'Ambohidratrimo, d'Avaradrano et d'Atsimondrano.

Les activités du C.E.FOR sont centrées sur deux volets bien distincts à savoir, le volet formation professionnelle, et le volet microcrédit. Dans le présent document, l'évaluation de l'impact a été effectuée sur le volet microcrédit. Ces services sont les plus offerts en milieu rural (Annexe 2).

Le volet microcrédit vise, conformément à l'objectif général de l'institution, c'est à dire à réduire la pauvreté par l'augmentation des revenus des familles cibles. Pour cela, deux

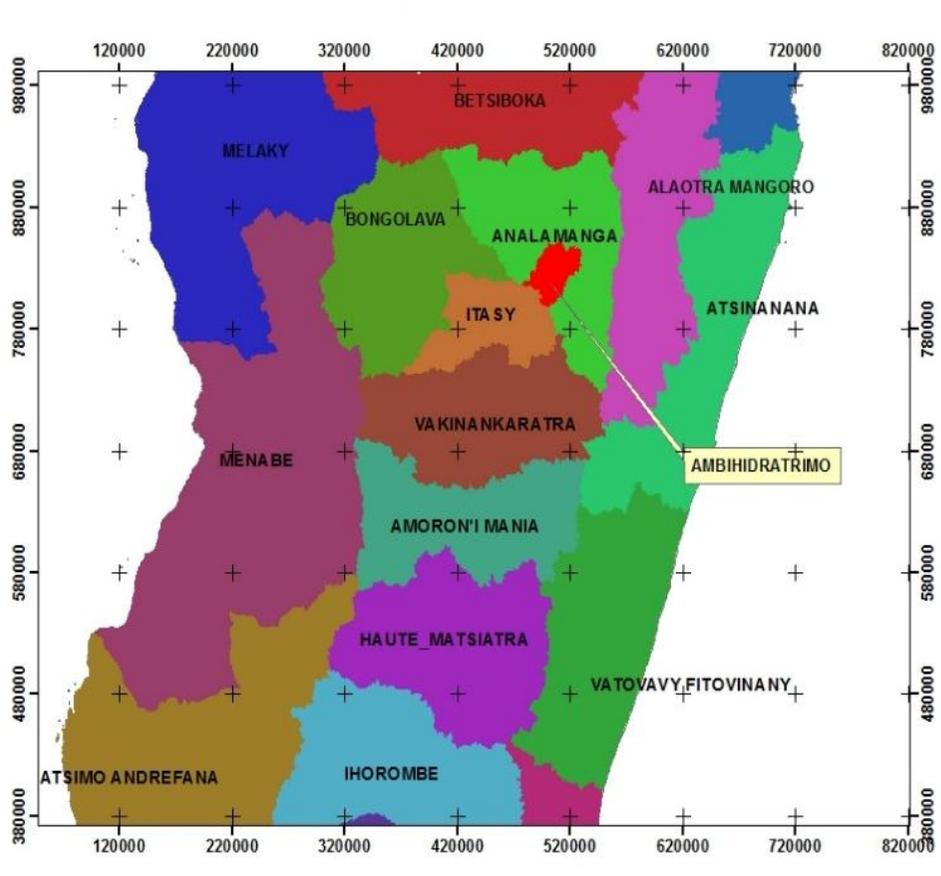
services sont offerts: d'une part ; les services financiers et d'autre part ; les services non financiers (Annexe 3).

Les services financiers consistent à développer l'accès au microcrédit et à l'épargne tandis que les services non financiers permettent de renforcer les compétences des micros entrepreneurs. En outre, les services de santé offerts par *Aro ho an'ny FAhasalamany Fianakaviana* (AFAFI) complètent les services financiers (Annexe 4).

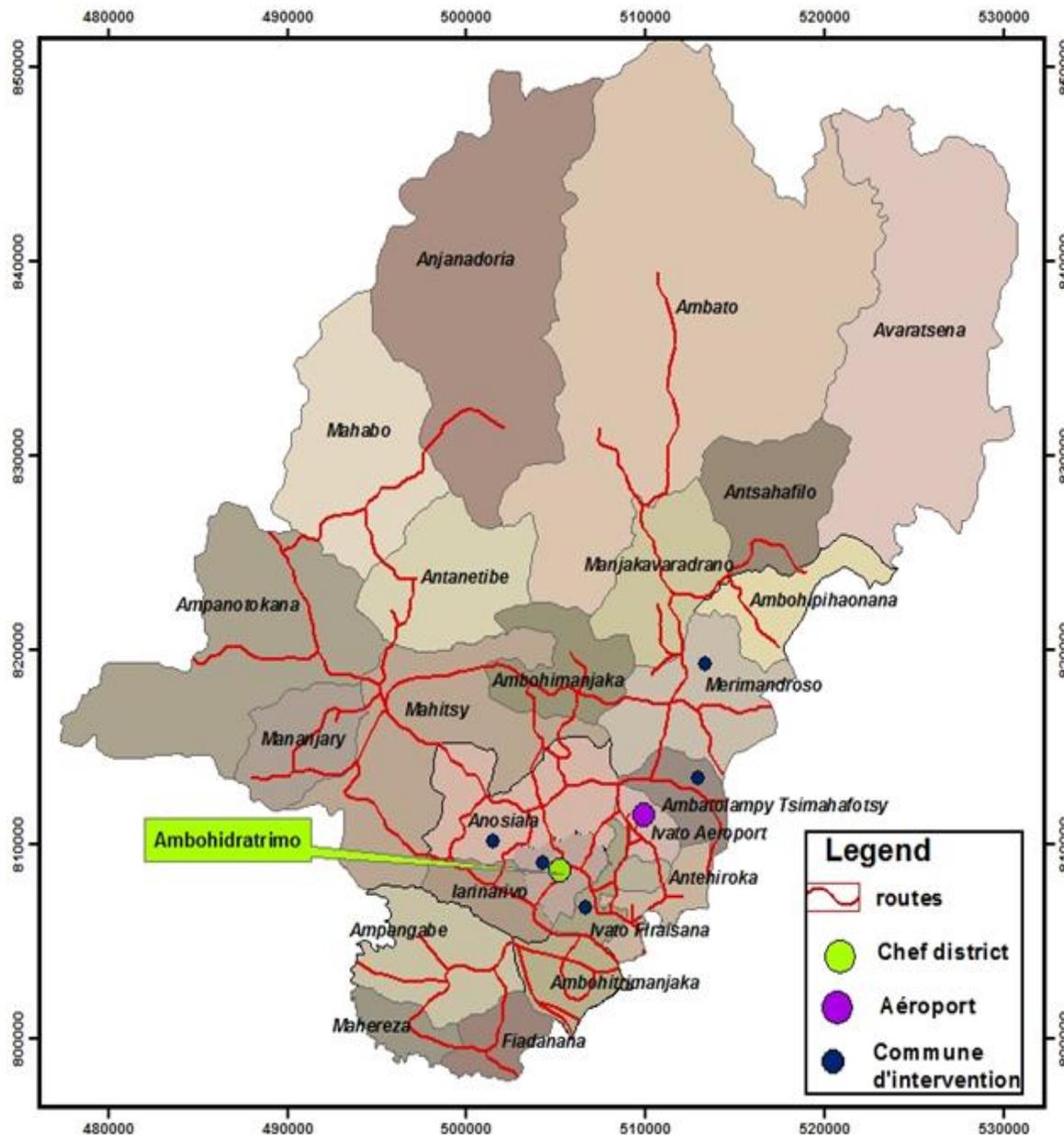
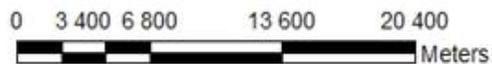
2.3 Choix de la zone d'étude

La zone d'étude se trouve dans les quatre communes rurales du District Ambohidratrimo suivantes: Commune rurale d'Ambatolampy Tsimahafotsy, celle d'Anosiala, celle d'Alatsinainy Imerimandroso et celle d'Ambohidratrimo. Ces quatre communes sont principalement les zones d'intervention de l'agence C.E.FOR sise à Anjomakely de la Commune rurale d'Ambatolampy Tsimahafotsy. Ayant un fort trait rural, ces communes sont caractérisées par le premier lancement des services du C.E.FOR en milieu rural dans l'objectif de fournir des services de proximité aux populations cibles.

Carte 1 : Localisation de la zone d'étude



Source : BD 500, Auteur ,2015



2.4 Démarches de vérification commune aux hypothèses

2.4.1 Phase exploratoire

La phase préliminaire consiste à préparer des travaux à faire sur terrain. Elle comprend :

- La phase de documentation
- La phase d'élaboration des supports d'enquête

2.4.1.1 Documentation: bibliographie-webiographie

Des recherches bibliographiques et webiographiques sont effectuées continuellement pour prendre connaissance des principes et des méthodes relatives à l'ensemble de l'étude. Aussi, cette étape a permis de connaître la zone étudiée et l'IMF C.E.FOR. De plus, cette documentation a aidé à maîtriser les outils de traitement de données utilisées pour l'analyse. Cette méthode de recherche permet d'obtenir des données fiables et des informations plus fournies. La bibliographie a été réalisée auprès de deux centres de documentation: la bibliothèque de l'Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques (ESSA) et celle du Département Agro-Management de l'ESSA. Les recherches webiographiques ont été effectuées sur internet. Au sein de C.E.FOR, des documents de travail, essentiellement des rapports d'activités 2013 et 2014 et des rapports de missions, ont été consultés. Les documents au sein des quatre communes, principalement la monographie, sont aussi exploités.

2.4.1.2 Entretien avec les personnes ressources

Il s'agissait de mener des discussions auprès des responsables considérés comme personnes ressources. Les entretiens ont été menés sur la base des guides d'entretien élaborés (Annexe 5). Les personnes ressources consultées ont été les maires des communes, les présidents des *fokontany*, le personnel du C.E.FOR au niveau de la Direction et de l'Agence Anjomakely.

2.4.2 Phase de descente sur terrain pour la collecte des données

2.4.2.1 Enquête

Un questionnaire a été établi pour recueillir des informations auprès des clients de C.E.FOR (Annexe 6). L'enquête a été menée au niveau de certains *fokontany* des communes

de la zone d'étude. Les *fokontany* ont été choisies de manière à avoir une zone assez homogène pour faciliter les interventions. L'échantillonnage est effectué de façon aléatoire c'est-à-dire les individus ont été pris au hasard sur la totalité des clients de C.E.FOR dans la zone d'étude. C'est une démarche essentielle pour mener à bien les analyses à effectuer au cours de l'étude. Son intérêt est aussi bien capital pour l'interprétation des résultats, que pour la collecte des données. L'échantillonnage regroupe généralement les clients du C.E.FOR. L'échantillon est constitué de 100 ménages sur les 504 clients du C.E.FOR dans la zone d'étude. Le critère de choix de ces 100 ménages est basé sur l'ancienneté de relation avec C.E.FOR c'est-à-dire que les bénéficiaires les plus anciens ont été choisis afin de bien évaluer l'impact.

Le Tableau 1 ci-après résume le nombre d'exploitations enquêtées dans les communes d'intervention :

Tableau 1 : Répartition des ménages enquêtés

Commune	Fokontany	Nombre de ménages enquêtés	Total
Ambatolampy Tsimahafotsy	Anjomakely	14	29
	Soavinarivo	8	
	Ambohidava	7	
Ambohidratrimo	Ambohidratrimo	14	26
	Ambohitsiroa	7	
	Soamananety	5	
Anosiala	Ambohipanasina	6	18
	Ambatomena	8	
	Ambohitrinibe	4	
Imerimandroso	Alatsinainy Imerimandroso	12	27
	Belanitra	6	
	Ambohitsoa	9	
Total			100

Source : Auteur, 2015

2.5 Démarches de vérification spécifiques à chaque hypothèse

2.5.1 Démarche de vérification de l'Hypothèse 1: « Les résultats et les effets engendrés par la complémentarité des services offerts se caractérisent par des changements sur le plan technique, socio-économique et organisationnel différenciés selon les types de ménages.»

L'impact des services offerts est analysé a priori à partir des résultats et des effets sur les bénéficiaires. Ainsi, il est indispensable de mettre en exergue ces résultats et effets selon chaque service offert tout en se référant à chaque objectif.

2.5.1.1 Typologie des bénéficiaires

La typologie est effectuée pour catégoriser les bénéficiaires avant d'évaluer leur état économique. Cette démarche a pour finalité d'établir une typologie des ménages enquêtés pour appréhender les changements induits. La typologie regroupe des individus homogènes dans une même classe suivant des variables définies ultérieurement. Il s'agit alors de savoir quels sont les impacts des services offerts sur les différents types de ménages.

L'utilisation de trois outils d'analyse statistique a permis de mener à bien la distinction des groupes :

- La Classification Ascendante Hiérarchique permet de définir le nombre de classes typiques dans la population étudiée et regrouper automatiquement les observations en classes suivant leurs ressemblances ;
- La méthode des nuées dynamiques ou K-Means qui aide à affiner les classes ;
- L'Analyse Factorielle Discriminante pour le reclassement des groupes afin d'obtenir la meilleure combinaison possible des groupes.

Ces analyses statistiques multidimensionnelles ont été effectuées à l'aide du logiciel XLSTAT (Annexe 7).

Les variables suivantes sont utilisées pour classifier les ménages et pour bien voir leurs caractéristiques en termes de changements.

Tableau 2 : Liste des variables explicatives utilisées

Codification	Variable	Caractéristique
Taille_men	Taille du ménage	Variable quantitative continue
Mont_cred	Montant total Crédit	Variable quantitative continue
Nbr_octroi	Nombre d'octroi	Variable quantitative continue
Mont_Elp	Montant de l'épargne liée aux prêts	Variable quantitative continue
Mont_P1	Montant de prêts 1	Variable quantitative continue
Mont_P2	Montant de prêts 2	Variable quantitative continue
Mont_P3	Montant de prêts 3	Variable quantitative continue
Rev_elev	Revenu annuel issu de l'élevage	Variable quantitative continue
Rev_agri	Revenu annuel issu de l'agriculture	Variable quantitative continue
Rev_non_agr	Revenu non agricole annuel	Variable quantitative continue
Rev_sal	Revenu salarial annuel	Variable quantitative continue
Surf_Tot	Surface totale cultivée	Variable quantitative continue
Surf_ferm	Surface totale en fermage	Variable quantitative continue
Surf_meta	Surface totale en métayage	Variable quantitative continue
Quté_moext	Quantité totale de main d'œuvre extérieure	Variable quantitative continue
Dep_nourri	Dépense nourriture annuelle	Variable quantitative continue
Dep_sant	Dépense sanitaire annuelle	Variable quantitative continue
Dep_scol	Dépense scolarisation annuelle	Variable quantitative continue
Niv_intens_agr	Niveau d'intensification agricole	Variable qualitative

Source : Auteur, 2015

2.5.2 Démarches de vérification de l'Hypothèse 2 : « Les changements apportés sont appréciés selon l'importance ressentie par les ménages bénéficiaires.»

Deux actions sont développées pour vérifier cette hypothèse :

- L'inventaire et l'analyse des changements constitutifs de l'impact,
- La mesure des changements à partir d'indicateurs d'impact.

2.5.2.1 L'inventaire et l'analyse des changements constitutifs de l'impact

Les résultats et les effets obtenus de la première hypothèse permettent de repérer les changements constitutifs de l'impact. L'analyse effet par effet ne peut aboutir qu'à la compilation des changements. Cette succession d'effet n'éclaire guère sur l'impact de l'action. De ce point de vue, seule leur mise en relation est intéressante (CIEDEL, 1999). L'analyse des changements constitutifs requiert donc une mise en relation de tous les effets. Pour cela, «la grille de lecture des effets» a été l'outil d'analyse utilisé. Cette grille nommée «grille multicritères» est composée de thèmes définis à partir des changements retenus comme constitutifs de l'impact et s'interpose comme moyen d'analyse entre les effets et le jugement porté sur l'impact des actions de développement. La grille de lecture des effets est un ensemble de thèmes permettant de lire les effets. Les effets retenus dans la construction sont ceux qui contribuent à des changements jugés significatifs dans la vie des personnes et dans leur milieu (CIEDEL, 1999). Le Tableau 3 suivant montre les détails sur la construction de la grille.

Tableau 3 : Construction de la grille de lecture des effets

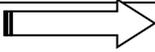
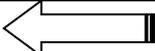
	Changement 1	Changement 2	Changement n
Effet 1			
Effet 2			
...			
Effet n			
Mise en relation pour une détermination de l'impact			

Source : CIEDEL, 1999

2.5.2.2 La mesure des changements à partir d'indicateurs d'impact

Les indicateurs constituent des signes vérifiables et mesurables permettant de porter une appréciation sur l'impact. En pratique, les indicateurs d'impact sont donc à construire, au cas par cas, à partir de la grille de lecture des effets (CIEDEL, 1999). Chaque interaction entre un effet et un changement constitutif de l'impact devrait être évaluée à partir d'indicateurs.

Tableau 4 : Construction des indicateurs d'impact

Changements constitutifs de l'impact	Effets	Indicateurs
 Sens de construction des indicateurs		
 Sens d'utilisation des indicateurs		

Source : CIEDEL, 1999

Les indicateurs d'impact choisis ont servi à mesurer les changements ressentis qui sont différenciés pour chaque type de ménage. Une fois les indicateurs identifiés, ils sont mis en œuvre en ordre inverse pour aboutir à une détermination de l'impact.

2.5.3 Démarches de vérification de l'Hypothèse 3: «La durabilité des changements significatifs dépend de la capitalisation des acquis qui est liée à des facteurs externes et internes influençant les revenus des ménages.»

La durabilité est la poursuite des activités de développement par les bénéficiaires une fois que l'appui cesse, c'est-à-dire la capacité des actions entreprises à se poursuivre de manière autonome. La durabilité consiste aussi en une continuation des bénéfices résultant d'une action de développement après la fin de l'intervention (DIENE, 2006). Cette continuation est fonction des facteurs internes à chaque ménage et à des conditions environnementales du milieu.

Pour mieux cerner les facteurs influençant la durabilité des changements significatifs, une analyse (Forces-Faiblesses-Opportunités-Faiblesses) FFOM est effectuée.

2.5.3.1 Analyse FFOM

L'analyse FFOM est un outil d'analyse stratégique. Elle combine l'étude des forces et des faiblesses d'un secteur avec celle des opportunités et des menaces de son environnement afin d'aider à la définition d'une stratégie de développement. C'est une méthode d'analyse interne et externe qui utilise comme support une matrice à quatre fenêtres: Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces. Cette analyse permet d'identifier des stratégies en vue d'atteindre les objectifs recherchés. L'analyse interne identifie les forces et les faiblesses. L'analyse externe identifie les opportunités et les menaces. Le but de l'analyse est de prendre en compte dans la stratégie, à la fois les facteurs internes et externes, en maximisant les potentiels des forces et des opportunités et en minimisant les effets des faiblesses et des menaces (COLETTE, 2006).

2.6 Limites de l'étude

Les limites de la méthodologie de l'étude sont principalement :

- La réticence de certaines personnes pour l'enquête,
- La saison de pluie qui était un problème lors des descentes sur terrain,
- L'insécurité qui constituait une des contraintes principales nuisant à la réalisation des enquêtes,
- L'éparpillement des *fokontany* dans les communes d'intervention qui ont retardé la collecte d'informations.

2.7 Chronogramme des activités

Tableau 5:Chronogramme des activités

Etape	2014				2015																															
	Décembre				Janvier				Février				Mars				Avril				Mai				Juin				Juillet							
	Semaine				Semaine				Semaine				semaine				semaine				semaine				semaine											
	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4				
Phase Bibliographique	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X				
Elaboration du protocole	X	X	X	X	X																															
Elaboration questionnaire	X	X	X	X	X																															
Documentation au sein du C.E.FOR	X	X	X	X	X																															
Descente sur terrain						X	X	X	X	X																										
Traitement											X	X	X	X																						
Rédaction															X	X	X	X	X	X	X	X														
Correction																							X	X	X	X	X	X								
Soutenance																																				X

Source :Auteur,2014

3 RESULTATS

3.1 Résultats et effets des services offerts

Le Tableau 6 suivant présente une vue globale des services, des objectifs, des résultats et des effets des services offerts :

Tableau 6 : Récapitulation des résultats et des effets des services offerts

Services	Objectifs	Types	Résultats	Effets
-Services financiers	-Développer l'accès au microcrédit et à l'épargne	-Epargne liée aux prêts	-Nombre d'épargnants actifs: 332	-Réserve financière importante
		-Octroi de prêts productifs	-Nombre de PP ¹ octroyé: 504 -Nombre de PS ² octroyés: 228 -Nombre total de prêts: 732	-Augmentation du fonds de roulement -Augmentation du volume de production -Augmentation du revenu
-Services non financiers	-Rendre autonome les bénéficiaires par le renforcement des compétences	-Formation sur l'attitude commerciale, budget familiale et de l'activité	-Nombre de participants aux formations: 271 -Taux de participation PP: 83,4%	-Amélioration des compétences en gestion -Augmentation du revenu
-Service de santé avec AFAFI	-Faciliter l'accès aux soins des bénéficiaires	-Conseil -sensibilisation individuelle et familiale -Animation préventive	-Nombre d'adhérent: 504	-Amélioration de l'accès aux services de santé

Source : Données d'enquêtes et d'entrevues auprès des personnes ressources, Auteur, 2015

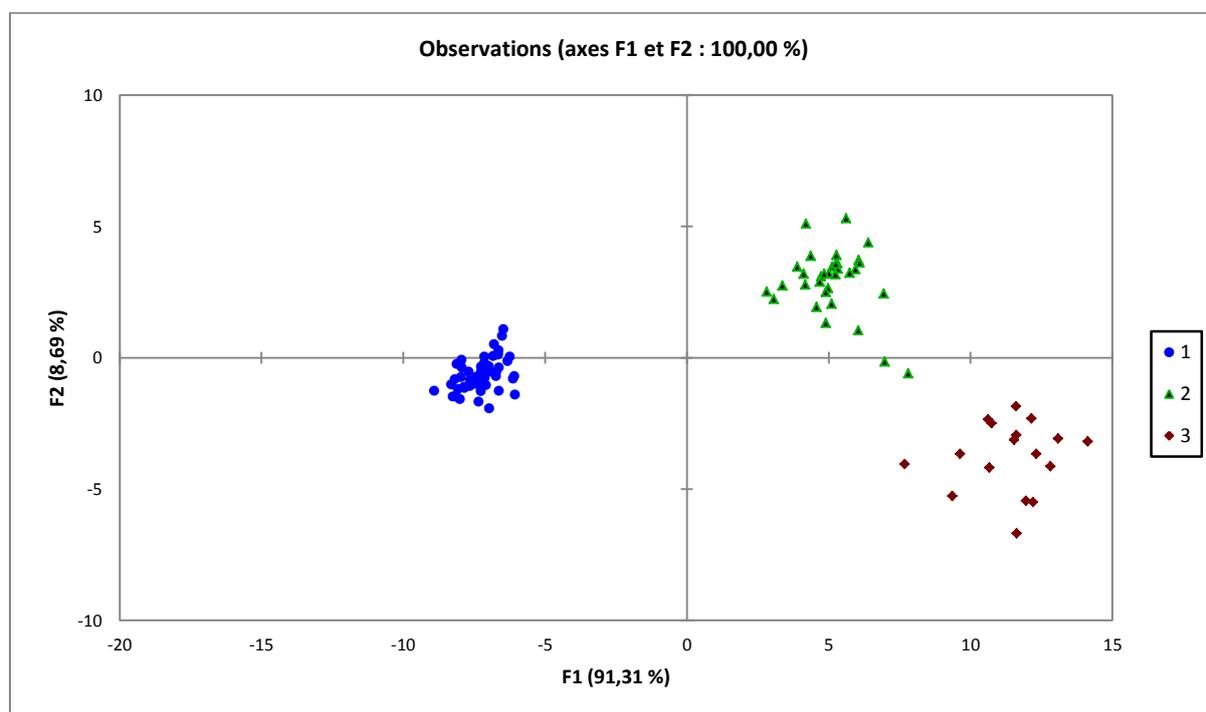
¹ Premier Prêt

² Prêts successifs

Les résultats montrent les réalisations de l'agence C.E.FOR Anjomakely pour chaque service offert. Ces résultats ont engendré des effets positifs sur les bénéficiaires au niveau économique, financier et social.

3.1.1 Typologie des bénéficiaires

Le premier résultat reflète, d'une part, les différents types de ménages dans les communes d'intervention de C.E.FOR ainsi que les caractéristiques qui définissent chaque type. Le Graphe 1 ci-dessous montre la classification des bénéficiaires selon les variables choisis préalablement:



Graphe 1 : Typologie des bénéficiaires

Source : Calcul à partir des données d'enquêtes, Auteur, 2015

Après l'analyse factorielle discriminante, trois types de ménages bénéficiaires sont obtenus. Le Type 1 est très différent par rapport aux deux autres types. Le rapprochement des Types 2 et 3 signifie qu'ils ont des valeurs proches pour certaines variables. La classification a permis de catégoriser les bénéficiaires en 3 classes selon leurs caractéristiques.

Le Tableau 7 ci-après résume les caractéristiques de chaque type :

Tableau 7 : Caractéristiques de chaque type

Type Codification	Type 1	Type 2	Type 3
Taille_men	5	5	5
Mont_Cred	183 400	385 500	991 000
Nbr_octroi	2	2	3
Mont_Elp	10 500	60 900	226 000
Mont_P1	145 000	141 000	209 000
Mont_P2	44 500	225 000	351 500
Mont_P3	0	19 000	428 000
Rev_elev	655 000	1 218 000	1 900 000
Rev_agri (Ar)	828 000	1 205 000	1 560 000
Rev_non_agr (Ar)	437 000	620 000	719 000
Rev_sal (Ar)	560 000	193 000	88 000
Surf_Tot (Ares)	204	236	257
Surf_ferm (Ares)	9	23	32
Surf_meta (Ares)	13	30	44
Quté_moext (Hj)	264	314	342
Dep_nourri (Ar)	1 327 500	1 715 000	2 209 000
Dep_sant (Ar)	197 500	205 000	218 500
Dep_scol (Ar)	320 000	470 500	655 000
Niv_intens_agr	2	2	3

Source : Calcul à partir des données d'enquêtes, Auteur, 2015

3.1.1.1 Ménages bénéficiaires de Type 1

Ce premier type de ménages bénéficiaires représente 50% de l'échantillon. Il est caractérisé par un montant de crédit faible de l'ordre de 183 400 Ar en moyenne et d'un montant d'épargne liée au prêt faible de 10 500 Ar avec environ deux octrois successifs. Les revenus agricoles et non agricoles sont faibles par rapport aux deux autres types. Ce type de ménage est le plus performant pour la fourniture de main d'œuvre externe avec un revenu salarial annuel élevé de l'ordre de 560 000 Ar. Les dépenses annuelles pour le bien-être

familial restent également faibles par rapport au Type 2 et Type 3. Pour ce type, les surfaces pour le mode de faire valoir indirect sont faibles.

3.1.1.2 Ménages bénéficiaires de Type 2

Ce deuxième type de ménages bénéficiaires représente 33% de l'échantillon. Cette classe est constituée par des ménages ayant bénéficiés des crédits d'un montant moyen de 385 500 Ar et une épargne liée au prêt de 60 900 Ar effectuée sur deux prêts successifs. Tous les types de revenus, les dépenses pour le bien-être familial et les surfaces pour le mode de faire valoir indirect restent à un niveau moyen par rapport aux deux autres types de ménage.

3.1.1.3 Ménages bénéficiaires de Type 3

Ce troisième type de ménages bénéficiaires regroupe 17 % de l'échantillon. Il est caractérisé par des ménages ayant obtenu beaucoup de crédits avec un montant moyen de 991 000 Ar et une épargne liée au prêt de 226 000 Ar effectuée sur trois octrois successifs. Pour ce type, les revenus annuels agricole et non agricole sont tous élevés sauf pour le revenu salarial qui est faible par rapport au Type 1 et Type 2. Les dépenses annuelles pour le bien-être familial sont également élevées ainsi que les surfaces en mode de faire valoir indirect.

3.2 Les changements constitutifs de l'impact des services offerts

3.2.1 La grille de lecture des effets

Le Tableau 8 présente les éléments constitutifs de l'impact en mettant en relation les effets retenus comme constitutifs de l'impact et les changements constatés :

Tableau 8 : Grille de lecture des effets

Effets \ Changements	Résilience	Nouvelles pratiques
-Réserve financière importante	-Sécurisation d'une partie du fond	-Réinvestissement dans les activités génératrices de revenus
-Augmentation du fonds de roulement	-Amélioration des moyens de production	-Moyens de production améliorés (en fonction du pouvoir d'achat du ménage)
-Augmentation du volume de production	-Gain de revenu par l'augmentation de l'offre commerciale	-Une partie de la production est destinée à la consommation
-Augmentation du revenu	-Amélioration du bien-être familial	-Réinvestissement dans les activités génératrices de revenus
-Amélioration des compétences en gestion	-Professionnalisation	-Technique de gestion améliorée
-Amélioration de l'accès aux services de santé	-Meilleure prévention des maladies	-Recours à des services de santé et utilisation de nouveaux produits de santé et d'hygiène
MISE EN RELATION	-Gain de revenu issu de la complémentarité des différents services offerts plus précisément la trajectoire du crédit	-Seules les nouvelles pratiques pour chaque type de ménage selon leurs logiques et leur pouvoir d'achat constituent les changements
IMPACT	-Ménages disposant des activités génératrices de revenu performantes et dont les conditions de vie sont améliorées	

Source : Données d'enquêtes et d'entretiens auprès des personnes ressources, Auteur, 2015

Selon les services offerts, les changements qui vont constituer l'impact seront: les changements au niveau du degré de résilience et au niveau des pratiques des ménages. Les effets constitutifs de l'impact qui contribuent à ces changements significatifs dans la vie des personnes et dans leur milieu sont:

- Réserve financière importante
- Augmentation du fonds de roulement
- Augmentation du volume de production
- Augmentation du revenu
- Amélioration des compétences en gestion
- Amélioration de l'accès aux services de santé

La mise en relation de chaque interaction entre effets et changements présente alors qu'il y a un gain de revenu issu de la complémentarité des services offerts et que seules les nouvelles pratiques pour chaque type de ménage selon leurs logiques et leur pouvoir d'achat constituent les changements. Cependant, les ménages disposent des activités génératrices de revenu performantes et dont les conditions de vies sont améliorées.

3.2.2 Indicateurs d'impact

Dans le Tableau 9 suivant sont établis les indicateurs d'impact au moyen de la grille de lecture des effets qui permettent de juger si les changements vus au niveau de la résilience et des nouvelles pratiques sont significatifs pour les bénéficiaires.

Tableau 9 : Choix des indicateurs d'impact

Changements	Effets	Indicateurs
-Résilience -Nouvelles pratiques	-Réserve financière importante	-Diversification d'activité génératrice de revenu
	-Augmentation du fonds de roulement	-Résultats économiques (Niveau de production) -Niveau d'intensification agricole et des moyens de production
	-Augmentation du volume de production	-Résultats économiques (Montant revenu)
	-Augmentation du revenu	-score de consommation alimentaire -Taux de scolarisation -Diversification d'activité génératrice de revenu
	-Amélioration des compétences en gestion	-Résultats économiques (Montant revenu)
	-Amélioration de l'accès aux services de santé	-Taux d'accès aux services de santé -Taux d'utilisation des produits de santé et d'hygiène -Prévalence des maladies saisonnières

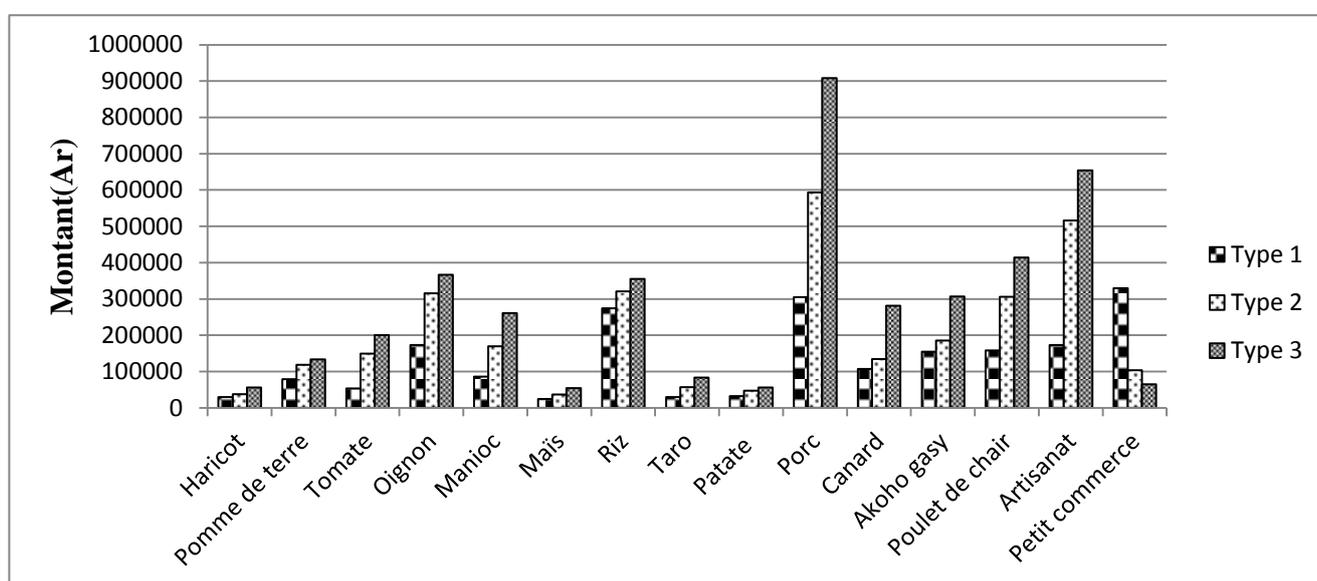
Source : Données d'enquêtes et d'entretiens auprès des personnes ressources, Auteur, 2015

Les indicateurs d'impact qui ont été établis à partir de la grille de lecture des effets sont: (i) la diversification d'activité génératrice de revenu pour montrer l'importance des flux financiers; (ii) le niveau d'intensification agricole et des moyens de production pour mesurer la significativité de l'augmentation du fonds de roulement; (iii) les résultats économiques pour montrer l'importance ressentie par l'augmentation du volume de production et de l'amélioration des compétences en gestion suite à l'augmentation du fonds de roulement; (iv)

le score de consommation alimentaire, le taux de scolarisation, le taux d'accès aux services de santé, le taux d'utilisation des produits de santé et d'hygiène et la prévalence des maladies saisonnières pour mesurer l'amélioration du bien-être familial.

3.2.2.1 Diversification d'activité génératrice de revenu

La diversité d'activités génératrices de revenus (AGR) des ménages permet de mesurer l'importance de l'augmentation du fonds de roulement c'est à dire les flux financiers de la trajectoire du crédit. Les différentes AGR des types de ménages sont présentées à travers le Graphe 2 ci-après :



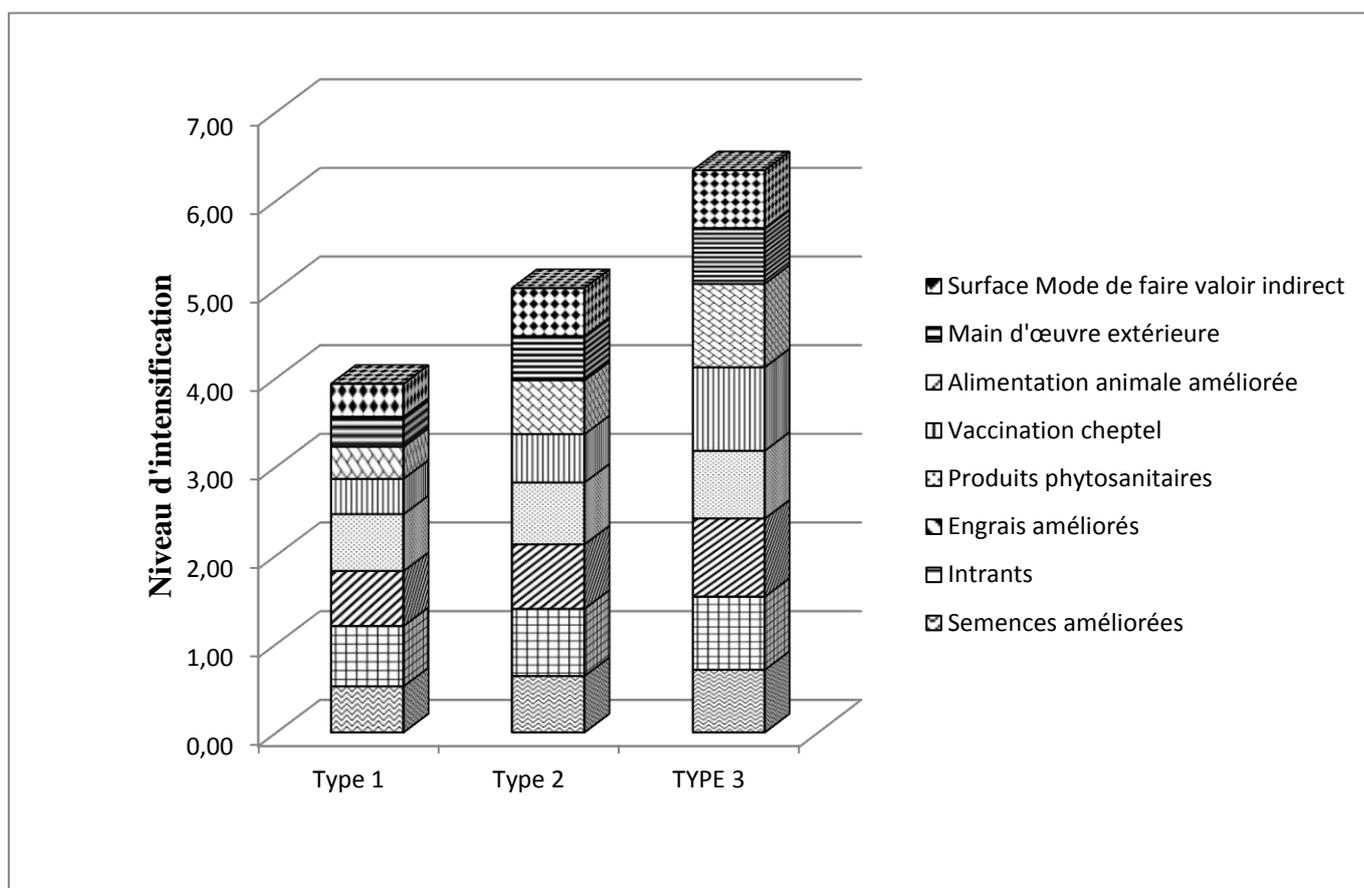
Graphe 2 : Diversification d'activités génératrices de revenu

Source : Calcul à partir des données d'enquêtes, Auteur ,2015

Le Graphe 2 montre que chaque type de ménage a des AGR multiples. La différence se situe au niveau du revenu obtenu pour chaque filière.

3.2.2.2 Niveau d'intensification agricole et moyens de production

Cet indicateur met en évidence les changements sur le niveau d'intensification agricole des ménages suite toujours à l'augmentation du fonds de roulement. Le graphe 3 suivant met en exergue le niveau d'intensification agricole de chaque type de ménage :



Graphe 3 : Niveau d'intensification agricole

Source : Calcul à partir des données d'enquêtes, Auteur ,2015

Le Graphe 3 montre que chaque type de ménage a chacun leur niveau d'intensification agricole. C'est au niveau du degré d'intensification qui les différencie. C'est le Type 3 qui utilise majoritairement des moyens de production améliorés, ensuite le Type 2 et enfin le Type 1. Le recours à la main d'œuvre extérieure et au mode de faire valoir indirect sont aussi différents selon les types des ménages considérés dans la typologie.

3.2.2.3 Résultats économiques

Pour évaluer l'importance de l'augmentation du fonds de roulement et de l'amélioration des compétences en gestion, le Tableau 10 suivant présente les principaux résultats économiques des différentes spéculations pour chaque type de ménage :

Tableau 10 : Résultats économiques de l'agriculture

Pour 1 Ha	Ménages bénéficiaires de Types 1	Ménages bénéficiaires de Types 2	Ménages bénéficiaires de Types 3
Haricot			
Coût de production (Ar)	704 000	880 000	1 150 000
Prix (Ar/Kg)	1 350	1 500	1 700
Production (Kg)	700	750	900
Valeur Ajoutée Brute (VAB en Ar)	945 000	1 250 000	1 550 000
Pomme de terre			
Coût de production(Ar)	1 700 000	2 100 000	2 600 000
Prix (Ar/Kg)	550	650	800
Production(Kg)	4 000	4 250	4 700
VAB(Ar)	2 200 000	2 780 000	3 700 000
Tomate			
Coût de production(Ar)	9 550 000	13 300 000	20 800 000
Prix (Ar/Kg)	1 200	1 350	1 700
Production(Kg)	10 000	12 000	15 000
VAB(Ar)	12 000 000	16 000 000	25 000 000
Oignon			
Coût de production(Ar)	17 530 000	21 570 000	23 800 000
Prix (Ar/Kg)	1 400	1 700	1 800
Production(Kg)	16 500	17 000	18 000
VAB(Ar)	23 100 000	28 000 000	32 400 000
Riz			
Coût de production(Ar)	1 000 000	1 200 000	1 350 000
Prix (Ar/Kg)	800	850	900
Production(Kg)	1 700	1 800	1 900
VAB(Ar)	1 360 000	1 500 000	1 755 000

Source : Calcul à partir des données d'enquêtes, Auteur ,2015

Tableau 11 : Résultats économiques de l'élevage

Pour 1 tête	Ménages bénéficiaires de Types 1	Ménages bénéficiaires de Types 2	Ménages bénéficiaires de Types 3
Porc			
Coût de production(Ar)	378 000	535 000	600 000
Prix unitaire (Ar/Kg)	6 700	6 900	7 000
Poids unitaire(Kg)	84	107	120
VAB(Ar)	562 800	738 300	840 000
Canard			
Coût de production(Ar)	6 500	7 000	8 000
Prix unitaire (Ar/ Têtes)	11 500	13 000	15 000
VAB(Ar)	11 500	13 000	15 000
Akoho gasy			
Coût de production(Ar)	6 500	7 000	8 000
Prix unitaire (Ar/Têtes)	11 000	12 500	14 000
VAB(Ar)	11 000	12 500	14 000
Poulet de chair			
Coût de production(Ar)	10 000	11 000	12 000
Prix unitaire (Ar /Kg)	5 000	5 750	6 000
Poids unitaire(Kg)	2,4	2,5	2,7
VAB(Ar)	12 000	14 375	16 200

Source : Calcul à partir des données d'enquêtes, Auteur ,2015

Pour l'agriculture, les résultats économiques sont montrés pour chaque spéculation avec des surfaces égales. Tandis que pour l'élevage, les résultats sont montrés par tête d'animal. Cette démarche est faite pour bien montrer la différenciation de la performance de chaque type de ménage.

Les résultats économiques pour chaque spéculation montrent une différenciation pour chaque type de ménage de la typologie. Les différences se trouvent généralement sur les coûts

de production, les prix de vente, la quantité produite et la valeur ajoutée brute. Pour ces paramètres, le Type 3 domine toujours par rapport aux deux autres types (Annexe 8).

3.2.2.4 Score de consommation alimentaire

Cet indicateur porte sur l'évaluation de l'accès à l'alimentation et de la consommation alimentaire des ménages. Le Tableau 12 ci-dessous montre le score de consommation alimentaire pour chaque type de ménage:

Tableau 12 : Score de consommation alimentaire

			Type 1		Type 2		Type 3	
Aliment	Groupe d'aliment	A	B ₁	A*B ₁	B ₂	A*B ₂	B ₃	A*B ₃
Riz, manioc, pain, patate etc	Céréales et tubercules	2	7	14	7	14	7	14
Haricot, pois, arachide etc	Légumineuses	3	1	3	2	6	3	9
bœuf, porc, volailles etc	viande	1	1	1	2	2	3	3
Lait, yaourt et autres produits laitiers	Lait	1	1	1	1	1	2	2
Légumes, feuilles etc	Légumes	4	2	8	2	8	2	8
Fruits	Fruits	4	1	4	2	8	2	8
Sucre et produits sucrés	Sucre	0,5	7	3,5	7	3,5	7	3,5
Huile, beurre etc	Huile	0,5	7	3,5	7	3,5	7	3,5
Score de consommation alimentaire			38		46		51	
Caractéristique de la consommation			Limite à l'acceptable		Acceptable		Acceptable	

Source : Calcul à partir des données d'enquêtes, Auteur ,2015

A	: Pondération ou importance nutritif pour chaque groupe alimentaire
B _i	: Fréquence de consommation pour chaque groupe alimentaire pour le type i
A*B _i	: consommation alimentaire des ménages pour chaque groupe alimentaire pour le type i

Avec i= 1 à 3

Limite à l'acceptable : 28,5 à 42

Acceptable : > à 42

Le score de consommation alimentaire informe sur le régime alimentaire actuel de chaque type de ménage. Dans le Tableau 12, il est constaté que les Types 2 et 3 ont une

consommation alimentaire acceptable et que le Type 1 a une consommation alimentaire limitée à l'acceptable (Annexe 9).

3.2.2.5 Taux de scolarisation

La scolarisation des enfants est un des indicateurs clés de l'amélioration du bien-être familial. Le Tableau 13 suivant présente les indicateurs du bien-être familial pour la scolarisation:

Tableau 13 : Scolarisation des enfants

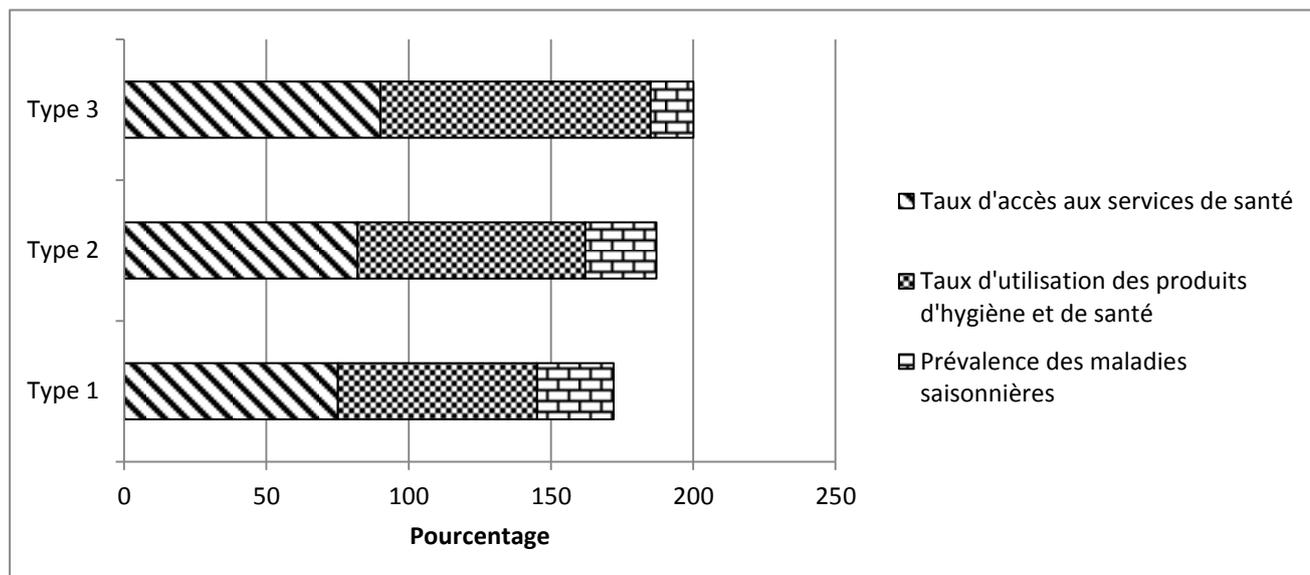
En %	Type 1	Type 2	Type 3
Taux de scolarisation	74	78	91
Ecole Public	80	72	24
Ecole Privée	20	28	76

Source : Calcul à partir des données d'enquêtes, Auteur ,2015

Le taux de scolarisation est la proportion des enfants scolarisés par rapport aux nombres totaux des enfants en âge de scolarisation. Chaque type de ménage a la possibilité d'éduquer leurs enfants en âge de scolarisation. A ce propos, ce sont toujours les ménages du Type 3 qui sont les plus performants après le Type 2 et le Type 1. Les caractéristiques institutionnelles de chaque type sont aussi différentes selon le Tableau 13.

3.2.2.6 Les indicateurs de santé

Les indicateurs de santé sont utilisés pour mesurer l'amélioration de l'état sanitaire suite à l'augmentation du revenu de ménage. Aussi, ils mesurent aussi l'importance des services de santé en collaboration avec AFAFI (Annexe 10). Le Graphe 5 suivant montre les indicateurs de la santé pour chaque type :



Graphique 4 : Indicateurs de santé

Source : Calcul à partir des données d'enquêtes, Auteur ,2015

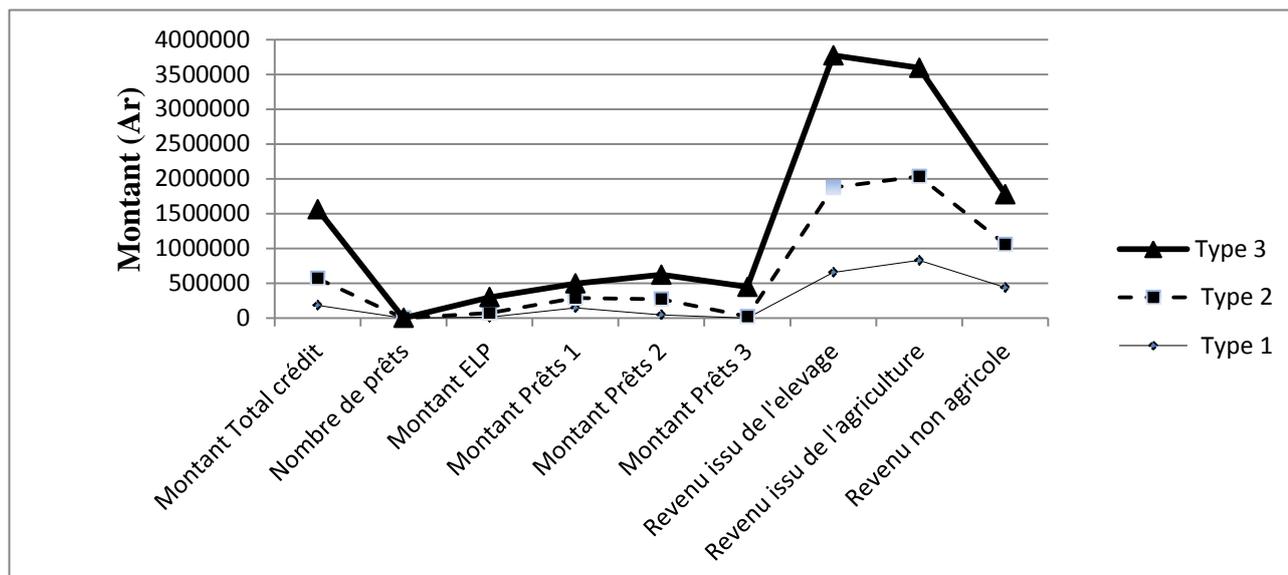
Ces indicateurs de santé montrent également la différenciation de chaque type de la typologie dans le domaine de santé. La prévalence des maladies, le taux d'utilisation des produits d'hygiène et de santé et le taux d'accès aux services de santé sont spécifiques pour chaque type de ménage.

3.3 La durabilité des changements issus des services offerts

Suite à la vérification de la deuxième hypothèse, les flux financiers issus de la trajectoire des crédits productifs octroyés engendrent les changements sur la situation des bénéficiaires. En effet, ces flux financiers proviennent de l'augmentation des revenus des bénéficiaires. La variation du revenu influence alors la continuation et la capitalisation des acquis. En outre, les caractéristiques du crédit octroyé ont un effet sur la variation des revenus des ménages. C'est dans cette optique que la durabilité des changements est évaluée en analysant les déterminants et les facteurs influençant la variation des revenus.

3.3.1 Les facteurs de la variation du revenu

Le Graphique 5 suivant montre la variation des différents types de revenu selon les caractéristiques des crédits octroyés :



Graphe 5 : Facteurs de la variation du revenu

Source : Calcul à partir des données d'enquêtes, Auteur ,2015

Le Graphe 5 suivant montre la variation des types de revenu pour chaque type de ménage de la typologie. En effet, les différentes modalités du crédit à citer le montant du crédit, le montant de l'ELP, le nombre d'octroi et le montant des prêts successifs sont des facteurs de la variation du revenu.

3.3.2 Analyse FFOM

Le Tableau 14 suivant montre une analyse FFOM de l'environnement économique de l'exploitation des bénéficiaires :

Tableau 14 : Analyse FFOM

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> -Disponibilité d'une partie du revenu à épargner -Initiative des paysans bénéficiaires à la transformation des produits agricoles -Entraide et solidarité en milieu rural 	<ul style="list-style-type: none"> -La complexité de la situation des emprunteurs: niveau d'étude bas, insuffisance d'expérience en matière de crédit -Inexistence de culture de crédit -Crédit à court terme limité au fonds de roulement -Montant du prêt C.E.FOR faible par rapport aux besoins des paysans -Niveau de l'IMF C.E.FOR: les emprunteurs ne peuvent pas faire une épargne libre -Produits financiers de C.E.FOR non diversifiés -Utilisation des variétés de cultures et de race animale peu productive -Marché limité -Les crédits sont utilisés à des fins improductives: détournement -Réticence des paysans à l'application des techniques modernes
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> -Existence d'autre IMF et des banques classiques (offrant d'autres produits de microfinance nécessaires) -Existence de groupes de bénéficiaires producteurs dans la zone 	<ul style="list-style-type: none"> -Ravageurs -Maladies -Aléas climatiques -Mauvaises état de routes -Enclavement -Insécurité physiques des biens et des personnes -Existence de collecteurs

Source : Donnée d'enquêtes et d'entretien auprès des personnes ressources, Auteur, 2015

3.3.2.1 Les points positifs

Les éléments positifs concernent généralement les caractéristiques internes des ménages bénéficiaires. Ils disposent quelques potentialités à renforcer et à exploiter pour assurer l'augmentation du revenu. La disponibilité d'une somme d'argent à épargner, leur initiative à la transformation agricole et l'existence de solidarité constituent des atouts majeurs. En outre, il existe des opportunités à saisir comme l'existence d'autres IMF et l'existence de groupe de producteurs bénéficiaires qui peuvent assurer l'augmentation des revenus des ménages.

3.3.2.2 Les points négatifs

La complexité de la situation des emprunteurs constitue la principale contrainte pour le développement des exploitations. A ce contexte s'ajoute les problèmes liés à l'environnement économique des bénéficiaires et les défaillances au niveau de l'IMF C.E.FOR.

4 DISCUSSIONS ET RECOMMANDATIONS

4.1 DISCUSSIONS

4.1.1 Effets des services offerts et diversité des ménages

4.1.1.1 Effets des services financiers

Les services financiers assurent principalement le financement des besoins en fonds de roulement des AGR des bénéficiaires. Les crédits obtenus permettent une augmentation de fonds de roulement. Les paysans ont en besoin car ils doivent souvent produire avant de vendre, et donc avancer de l'argent avant d'en gagner (BEDECARRATS *et al.*, 2010). Ces crédits ont permis d'augmenter leur capacité de production et de vente. Les marges ainsi réalisées ont contribué à enrichir les promoteurs bénéficiaires (BOUBAKAR, 2011). Les microcrédits favorisent la croissance économique: ils encouragent les bénéficiaires à faire évoluer leurs microprojets. A propos de l'épargne liée aux prêts, celle-ci procure une réserve monétaire importante pour les bénéficiaires après le remboursement. Jour après jour, les épargnes liées aux prêts peuvent être utilisés et servir de réserve pour faire face à des pics prévus ou imprévus dans les dépenses du ménage. Les services financiers amélioreraient alors le facteur financier des bénéficiaires (PATRICK, 2008).

4.1.1.2 Effets des services non financiers

Le manque de capacité institutionnelle constitue le principal obstacle de la croissance économique des paysans ruraux. Les bailleurs de fonds devraient consacrer leur assistance au renforcement des capacités (RAKOTOMALALA, 2011). Les services non financiers renforcent les compétences des bénéficiaires en gestion d'activité aboutissant ainsi à une augmentation de revenus. Le renforcement des compétences des familles est un élément clef de l'amélioration de l'impact. Ainsi, dans le domaine du microcrédit productif, les formations professionnelles permettent aux micro-entrepreneurs d'améliorer leur savoir-faire et la gestion de leur activité (PATRICK, 2008).

4.1.1.3 Effets des services de santé

Les services sociaux entrent dans la mission globale de lutte contre la pauvreté que partagent une majorité d'IMF (BEDECARRATS *et al.*, 2010). L'éducation à la santé permet

de favoriser la responsabilisation des familles membres des mutuelles de santé. Ces services permettent également d'amoindrir les risques d'occurrence des maladies et de favoriser une meilleure prévention des maladies et la diminution des coûts de santé pour les familles et les systèmes de santé (PATRICK, 2008). Ainsi, ces services de santé améliorent l'accès aux services de santé pour les bénéficiaires.

4.1.1.4 Complémentarité entre les services offerts

Chaque service a alors ses propres effets sur les ménages bénéficiaires. Cependant, il existe une complémentarité entre eux. Le microcrédit reste à la base et les deux autres services sont des compléments indispensables pour avoir un meilleur impact des crédits productifs octroyés. Les services non financiers ont des effets parallèles aux services financiers car une bonne gestion est utile pour pouvoir créer des richesses. Elles renforcent la capacité de tirer des profits aux services financiers (BEDECARRATS et al., 2010). Concernant les services de santé avec AFAFI, elles agissent aussi complémentaires avec les deux services car il est bien dit dans un proverbe malgache que: «*Ny fahasalamana no voalohan-karena*». Ainsi, un bon état de santé est un facteur prioritaire de la croissance économique. Les individus en bonne santé sont plus productifs car ils peuvent travailler plus intensément et plus efficacement. La santé peut notablement affecter la croissance économique (BEHRMAN, 2007). Les pauvres ont besoin de toute une gamme de services et non pas seulement de prêts. Le microcrédit n'est pas toujours la solution unique. D'autres types d'assistance peuvent être plus appropriés pour la population (PATRICK, 2008). La complémentarité des services offerts a conduit alors aux changements constitutifs de l'impact.

4.1.1.5 Diversité des ménages bénéficiaires

En analysant les résultats de la typologie, chaque bénéficiaire peut ressentir différemment les changements apportés par les effets complémentaires des services offerts. La typologie met en évidence la prédominance du type qui a obtenu beaucoup de crédit en termes de changements. Les changements sont alors différenciés selon les crédits obtenus plus précisément sa trajectoire car plus le crédit est élevé plus la capacité d'agir des bénéficiaires augmente.

Les résultats montrent une amélioration de la situation financière des bénéficiaires. Ils créent les conditions optimales pour les amener à se responsabiliser vis à vis de leur propre développement. En effet, celles-ci ayant amélioré leurs revenus et diminué leur vulnérabilité

se trouvent dans des dispositions très favorables pour utiliser ces leviers financiers à des fins sociales. Les bénéficiaires plus autonomes tirent ainsi parti de l'amélioration de leur «capital financier» pour développer les autres facteurs et «investir» dans le capital physique, humain et social de la famille (PATRICK, 2008). L'impact des services prennent en compte les changements aux niveaux de l'individu et ces niveaux peuvent être différents (CIEDEL, 1999).

4.1.2 Importance des changements

Les thèmes définis dans le tableau 8 à citer: la sécurisation d'une partie du fond, l'amélioration des moyens de production, l'amélioration du bien-être familial, la professionnalisation, la meilleure prévention des maladies, le réinvestissement dans les AGR, le recours à des services de santé et la technique de gestion améliorée constituent les changements retenus comme constitutifs de l'impact car ces qualifications ont été posées et appréciées comme significatives par la population concernée et les personnes ressources. Elles ont été ensuite mesurées par des indicateurs pour montrer la différence entre les types.

4.1.2.1 Pluriactivité

Suite à l'augmentation des revenus, les ménages ont la possibilité de diversifier leurs AGR. Chaque type de ménage pratique toutes les spéculations potentielles et rémunératrices de la zone. Une évolution des microprojets est alors vue chez les ménages bénéficiaires. Une prise de décision de réinvestir a eu donc lieu. Ce réinvestissement varie selon le pouvoir de chaque ménage qui montre la différenciation au niveau du revenu de chaque spéculation réalisée. Les ménages diversifient leurs AGR à des degrés différents. Ainsi, les ménages ont alors des sources de revenus multiples et variées tout au long de l'année. Les savoir-faire acquis par les micro-entrepreneurs leur permettent de faire croître l'activité, de la diversifier et d'en améliorer la rentabilité. Ils leur permettent d'exploiter au mieux ces nouvelles opportunités de développement (PATRICK, 2008). Les services financiers ont permis de transférer un pouvoir d'achat dans le temps (BEDECARRATS *et al.*, 2010). La rentabilité du système financier générerait des fonds nécessaires pour le financement des AGR, c'est une condition nécessaire à la croissance économique (ALAIN, 2008).

4.1.2.2 Renforcement de la résilience des ménages

a) Moyen de production et degré d'intensification

Concernant les moyens de production et le degré d'intensification agricole, les ménages ont tendance à changer leur pratique habituelle et vont recourir à des moyens de productions améliorés. Les ménages cherchent toujours à utiliser les moyens qui leurs permettent d'avoir le plus de profit. Cependant, ce changement de comportement est toujours lié au pouvoir d'achat de chaque type de ménage. Ce dernier est fonction des revenus des ménages c'est-à-dire leur capacité de réinvestissement. Les ménages à faible capacité de réinvestissement ont des faibles pouvoirs sur l'utilisation des moyens de production améliorés et des recours à des modes de faire valoir indirect et des mains d'œuvre extérieure. Tandis que les ménages à haute capacité de réinvestissement ont toujours plus d'avantage. Les ménages ont alors chacun leurs stratégies pour la conduite de leurs exploitations selon leurs pouvoirs d'achat.

b) Revenu

La contribution à l'augmentation de la production et de la diversification des activités génératrices de revenus surtout les activités agricoles permet une amélioration des revenus des ménages. «La valeur informative du revenu est d'autant plus importante que, dans la plupart des situations, son augmentation est bien aussi l'un des objectifs les plus importants du paysan lui-même» (Delarue, 2007). Les résultats économiques montrent une différenciation des revenus des types obtenus de la typologie pour chaque filière. En termes de revenu, les bénéficiaires de Types 3 sont toujours dominants. Pour les activités agricoles, les revenus diffèrent alors pour chaque type de ménage car les moyens de production utilisés ne sont pas les mêmes c'est-à-dire le niveau d'intensification agricole. Les coûts de production sont alors propres à chaque type ceux qui différencient les prix de vente fixés. Ainsi, la qualité et la quantité des productions ainsi que la stratégie commerciale sont différents ceux qui ont un impact sur les revenus dégagés pour chaque spéculation.

c) Bien-être familial

Les indicateurs de la sécurité alimentaire portent sur l'évaluation de l'accès à l'alimentation et de la consommation alimentaire des ménages. Ces indicateurs serviront à évaluer la consommation alimentaire actuelle en termes de qualité et de quantité, mais aussi à déterminer si les ménages ont accès à une alimentation et à une nutrition adéquate (EFSA, 2011). D'après, le tableau de score de consommation alimentaire, chaque type de ménage a

chacun leur propre score ceux qui donne ainsi leur caractéristique alimentaire. Pour chaque type de ménage, la taille du ménage est en moyenne 5 individus. Pourtant, le score de consommation est différent pour les différents types. Cela s'explique par le fait qu'il existe des types qui ont une bonne performance pour s'investir dans les dépenses alimentaires. En effet, ce sont les Types 2 et 3 qui ont plus de possibilité d'améliorer leur bien-être familial par rapport au Type 1. Une nette amélioration du niveau nutritionnel par une plus grande disponibilité de produits propres à l'autoconsommation est alors vue sur les bénéficiaires (FIDA, 2005). En effet, la sécurité alimentaire est définie comme «*l'accès de tous et à tout moment, à une alimentation saine et suffisante pour mener une vie saine*» (RABEKOTO, 2011). De même la performance de chaque type de ménage pour scolariser leurs enfants est différente. Les types à haute revenu ont bien la capacité d'éduquer leurs enfants par rapport aux autres types. Ainsi, la qualité institutionnelle est aussi différente suivant le pouvoir des ménages. A propos des indicateurs de santé, il y a toujours une différence sur le pouvoir d'accéder aux services de santé tel que le soin et la consultation. Cette accessibilité est différenciée selon les types de ménage car la logique et la capacité d'agir sont différentes.

En général, les actions productives ouvrent l'accès à des revenus pour les bénéficiaires. C'est donc lui-même qui aura créé la richesse lui permettant de se nourrir, d'éduquer ses enfants, de se soigner. Les bénéficiaires peuvent prendre alors en charge les réponses à leurs besoins vitaux (ANDRIANASOLO, 2008).

4.1.3 La durabilité des changements

4.1.3.1 Les facteurs influençant les revenus des bénéficiaires

Tout d'abord, le montant total du crédit octroyé est un facteur de la variation du revenu. Cela est montré dans le graphe que les ménages de Types 3 ont le plus de revenu par rapport aux autres types. Parallèlement, le montant de l'épargne lié aux prêts est aussi un facteur influençant car c'est une somme à la disposition des ménages après le cycle de remboursement qui leur permet d'assurer leurs besoins vitaux et leurs investissements.

Pour le cas du Type 1 et du Type 2, le nombre d'octroi est en moyenne deux octrois successifs. Pourtant, le Type 2 est plus performant en termes de revenus par rapport au Type 1. Cela s'explique par le fait que le montant des prêts successif des deux types est alors différent car le Type 2 a des premiers prêts et des deuxièmes prêts élevés par rapport au Type

1. Les montants des prêts successif est alors un paramètre influençant la variation du revenu des ménages.

4.1.3.2 Facteurs influençant la durabilité des changements

D'après les analyses précédemment, ce sont les revenus issus de la trajectoire des crédits productifs obtenus qui permettent aux ménages de ressentir des changements dans leurs vies et leurs activités. La stabilité et l'augmentation des revenus assurent alors la continuation et la capitalisation des acquis. Pourtant, ce revenu est influencé par différents facteurs.

a) Facteurs négatifs

— Problèmes internes aux ménages

La complexité de la situation des emprunteurs ont des effets considérables sur les revenus. Leur faible niveau d'éducation est un facteur déterminant de la variation du revenu. Les emprunteurs ne sont pas à la hauteur d'appliquer les acquis aux formations des services non financiers. Cependant, une mauvaise organisation de la gestion de l'activité est vue due à la mauvaise compétence en gestion. Cette dernière provoque des dysfonctionnements de l'activité sur le plan financier d'où une variation du revenu obtenu. L'inexistence de culture de crédit et l'insuffisance d'expérience en matière de crédit sont aussi des contraintes pour les bénéficiaires. Les crédits sont utilisés à des fins improductifs ceux qui handicapent les AGR. Dans ce cas, les crédits ne sont pas des leviers de développement mais amènent aux bénéficiaires à l'endettement. En outre, les capacités techniques des producteurs bénéficiaires sont encore des facteurs emmenant à la variation du revenu. Même si les bénéficiaires utilisent des moyens de production améliorés, la production reste faible malgré les outils et techniques traditionnelles ainsi que les variétés de culture et de race animale utilisés. Cependant, une faible productivité des activités agricoles est vue ceux qui fait varier les revenus obtenus.

— Contraintes dans la zone

Les problèmes liés à l'environnement sont des contraintes naturelles que les paysans ruraux font face. Ces contraintes constituent des risques qui s'ajoutent aux défis des paysans producteurs. La zone est soumise à la menace permanente des ravageurs, des maladies et des aléas climatiques. Elles ont un impact important sur la production ainsi les producteurs sont en pertes d'où une variation du revenu.

L'environnement de l'exploitation influe sur le développement des AGR. Les contextes environnementaux ne permettent pas souvent aux paysans de tirer le maximum de revenus. Ils font face à des contraintes du milieu qui peuvent engendrer une baisse du revenu. Face à l'enclavement de certaine zone, les paysans ont des difficultés à écouler leur production pendant la période de récolte. Ainsi, les collecteurs qui achètent les productions à bas prix entrent sur scène pour grouper les récoltes. Les paysans sont alors contraints à vendre la majorité de leurs produits au moment de la récolte pour éviter la surproduction. Cependant, les bénéfices tirés sont faible voire même inexistantes. Une difficulté d'écoulement de la production est alors un problème majeur des producteurs dans la zone. Le marché est limité et les circuits de commercialisation sont mal organisés.

— Limite des services offerts

Les services offerts par C.E.FOR ont des défaillances par rapport aux besoins des bénéficiaires. Tout d'abord, les crédits sont octroyés pour être seulement des fonds de roulement. Les paysans ne pourront pas alors faire des grands investissements dans leurs AGR. Par exemple, les investissements en matériels sont impossibles pour les bénéficiaires. Le montant des crédits est alors largement insuffisant. Même si les crédits aident les paysans à financer leur AGR, les profits sont toujours limités du fait de cet objectif des crédits pour C.E.FOR. De plus, le niveau du C.E.FOR en tant qu'IMF est une contrainte pour les bénéficiaires. Ils ne pourront pas faire une épargne libre alors que c'est indispensable pour eux pour se méfier de l'insécurité et pour mettre en réserve une partie de leur revenu. Cette épargne est importante car c'est une partie à la disposition des bénéficiaires pour faire face aux imprévus et aussi pour faire des réinvestissements.

Par la suite de la variation du revenu, les bénéficiaires ont une faible capacité de réinvestissement et il n'y a pas de changement de comportement à la production. Le pouvoir des ménages à améliorer leurs AGR et leur bien-être familial sont limités. Ainsi, les changements ne sont pas capitalisés et ne vont pas être durables.

b) Facteurs positifs

Malgré ces différents aspects négatifs, les bénéficiaires possèdent quelques points positifs dans leur situation. Ces facteurs influencent positivement les revenus des ménages assurant ainsi la durabilité des changements constatés. Le fait que les bénéficiaires ont une partie de revenu disponible constitue un atout majeur. Cette somme d'argent constitue des épargnes à la disposition des ménages leur permettant de réinvestir et d'assurer leurs besoins

quotidiens. De plus, l'initiative des bénéficiaires à la transformation des produits agricoles est aussi une force importante. Les producteurs veulent alors créer plus de valeur ajoutée augmentant ainsi les revenus dégagés. Les opportunités à saisir concernent principalement l'existence d'autres IMF et des banques classiques offrant d'autres produits de microfinance. Les bénéficiaires ont besoin de ces nouveaux produits pour renforcer et développer leur AGR améliorant ainsi leurs revenus. L'existence des groupes de producteurs est encore un facteur positif à exploiter permettant d'améliorer la performance économique des bénéficiaires. Cependant, il est plus facile de créer des groupements d'intérêt économiques des producteurs bénéficiaires.

4.1.4 Impact des services offerts

L'impact est la situation nouvelle analysée dans sa globalité (CIEDEL, 1999). Ainsi, globalement l'ensemble des services du C.E.FOR a aidé les bénéficiaires à améliorer leurs revenus en les autonomisant et en leur procurant des emplois indépendants. En ayant accès à ces services, les clients de l'institution ont formé des micro-entreprises génératrices de revenus. Les bénéficiaires passent à une économie de marché et donc l'augmentation des revenus, la formation d'un capital productif et l'amélioration des conditions de vie des paysans, dont la sécurité alimentaire (LAURENT, 2001).

4.2 RECOMMANDATIONS

Les recommandations suivantes englobent toutes les actions à entreprendre pour renforcer l'impact des services offerts plus précisément pour assurer la durabilité des changements.

4.2.1 Révision des modalités du crédit

D'après les analyses précédemment, les modalités du crédit plus précisément les montants des prêts successifs sont des facteurs influençant les revenus des ménages. La performance de chaque ménage à même nombre d'octroi successif est différente selon les montants des octrois successifs. Les recommandations à ce propos consistent alors à augmenter les montants des premiers prêts car le montant des prêts successifs dépend de ce dernier. Les révisions des modalités de crédits doivent correspondre aux besoins des clients.

4.2.2 Amélioration des outils de formation

La réussite des formations dépend des méthodes et des techniques d'éducation. Pour assurer le succès des formations, les outils et les méthodes doivent correspondre aux capacités d'assimilation des bénéficiaires. Les formations doivent être effectuées avec des pratiques simples et des supports de formations doivent être distribués.

4.2.3 Renforcement des suivis de l'octroi de fonds

Les suivis de fonds visent à vérifier si la somme accordée a bien été investie et si son utilisation contribue réellement à une hausse des revenus. Le développement des AGR dépend en fait de la bonne utilisation des crédits octroyés. Ce mécanisme de suivi de fonds au sein de l'institution est alors à renforcer pour éviter les détournements de fonds.

4.2.4 Renforcement de la technicité des producteurs

4.2.4.1 Organisation des formations techniques

Pour améliorer les techniques de production, des formations techniques sont à faire dans la zone d'étude. Elles permettent aux paysans d'avoir des compétences pour pouvoir ensuite modifier leurs pratiques traditionnelles. A propos des thèmes de formation, les thèmes concernant les filières potentielles et rémunératrices de la zone sont suggérés. Une réalisation d'une étude sur les besoins en formation des bénéficiaires est proposée pour bien répondre à leurs attentes.

4.2.4.2 Organisation des visites d'échange

A part la formation technique, la visite d'échange est aussi un moyen pour renforcer la technicité des micros-entreprises. Cette démarche consiste à faire rencontrer deux entrepreneurs de même secteur d'activité. Ainsi, ils pourront faire des échanges d'information et d'expérience. Elle vise à améliorer les connaissances et les pratiques des visiteurs et de leur organisation, et à intégrer les acquis dans leurs activités quotidiennes.

4.2.4.3 Recherche d'une synergie avec des projets de développement rural

Il est bien reconnu que les projets de développement rural et la microfinance sont inséparables. Les projets de développement rural offrent des actions qui peuvent améliorer la technicité des producteurs et donnent des sensibilisations à recourir aux crédits ruraux. Dans ce cas, les producteurs reçoivent des compétences techniques mais avec des fonds insuffisant. Inversement en microfinance, les paysans ont des fonds mais toujours avec des technicités traditionnelles. Cependant, une synergie entre ces deux points est alors nécessaire. Ainsi, une recherche de collaboration avec des projets de développement rural est alors proposée à C.E.FOR pour offrir des sessions de formations aux bénéficiaires.

4.2.5 Les appuis commerciaux

Ces appuis commerciaux peuvent se faire au niveau local, régional et même au niveau national. Ils ont pour objectifs de créer des débouchés pour les bénéficiaires afin de corriger l'étroitesse du marché.

4.2.5.1 Organisation des foires et expositions

L'organisation des foires et expositions permettent aux paysans ruraux de faire connaître leurs produits aux clients. Par la suite de ces organisations, les paysans pourraient alors créer des alliances avec leurs clients.

4.2.5.2 Création du couple OP/OM

La démarche couple OP/OM est une stratégie pour accentuer et améliorer la relation entre organisation des producteurs et opérateur de marché. En effet, cette stratégie consiste à rapprocher les deux acteurs économiques c'est-à-dire les producteurs et les opérateurs de marché. Le principe général de cette démarche est de chercher des débouchés pour les producteurs, par ailleurs ces derniers sont formés, encadrés pour respecter les normes dans la

quantité et la qualité des productions mises en vente. Elle permet alors aux producteurs d'avoir en permanence des débouchés, et aux opérateurs de marché des fournisseurs des produits demandés. La démarche couple OP/OM est un moyen efficace pour la sortie des productions agricoles.

4.2.6 Mise en place de nouveaux produits : Grenier Communautaire Villageoise (GCV)

L'existence des collecteurs qui achètent à bas prix les productions pendant la récolte est un problème majeur des paysans. Pour y remédier, les paysans pourraient recourir aux crédits de stockages appelé GCV dans les autres institutions comme CECAM. Le GCV est une opération de crédit de quelques mois dont la garantie est un stock de produit liquidable en cas de défaillance. Il est fait entre des organisations de producteurs et des institutions de microfinance. Les producteurs déposent leurs récoltes dans un entrepôt sécurisé et ils reçoivent un récépissé en terme commercial leur permettant de solliciter un emprunt aux IMF. Les produits seraient alors stockés dans le grenier et les ménages auraient accès aux produits à l'arrivée de la période de soudure. De ce fait, les ménages pourront se faire beaucoup plus d'argent et pourront penser à un développement économique. Aussi, C.E.FOR pourrait diversifier ses produits en ajoutant des nouveaux produits à la demande de ses clients.

4.2.7 Epargne libre au sein du C.E.F.OR

Comme l'épargne au sein du C.E.FOR est toujours liée aux prêts et que l'institution est une IMF de niveau 1, les bénéficiaires ne pourront jamais effectuer des épargnes libres. Pourtant, les paysans génèrent de plus en plus de revenus à partir des crédits obtenus et vont avoir un besoin de réserver une partie de leurs revenus comme épargne. Ainsi, C.E.FOR pourrait alors collaborer avec des banques classiques afin que les bénéficiaires puissent épargner une partie de leurs revenus. Un renforcement de développement de filiale avec d'autre IMF à niveau différents est aussi proposé. Vue les besoins des bénéficiaires à faire une épargne libre, C.E.FOR pourrait aussi négocier à changer son niveau en tant qu'IMF pour garder ses clients.

CONCLUSION

L'institution de microfinance C.E.FOR a pu apporter des changements dans la vie de ses clients. Les effets des services offerts sont complémentaires et dépendants. Par l'intermédiaire des prêts successifs, les bénéficiaires ont pu augmenter leurs fonds de roulement. L'épargne liée au prêt constitue une réserve financière importante utilisée à des fins productives et personnelles. Les services non financiers ont pu renforcer les compétences des bénéficiaires pour la bonne utilisation des crédits obtenus et la gestion des flux financiers. D'autre part, les services offerts par AFABI permettaient aux bénéficiaires d'accéder aux services de santé qui sont indispensables aux bénéficiaires pour le bon fonctionnement des activités génératrices de revenus. Parmi les services offerts, c'est principalement le crédit productif plus précisément sa trajectoire qui est la base de tous les changements. Les deux autres services, à savoir les services non financiers et les services offerts par AFABI restent des compléments essentiels. L'impact des services offerts est différent selon le type de ménage. Ainsi, chaque ménage a ses caractéristiques en termes de changements. La première hypothèse qui stipule que les résultats et les effets engendrés par la complémentarité des services offerts se caractérisent par des changements sur le plan technique, socio- économique et organisationnel différenciés selon les types de ménage est donc confirmée.

Les changements sont surtout ressentis par les partenaires qui ont bénéficié beaucoup de crédits leur permettant de réaliser plus d'investissements dans leurs activités. L'importance des changements est donc différenciée pour chaque type de ménage. Les bénéficiaires ont pu diversifier leurs sources de revenus par le développement de plusieurs activités. Ils ont pu améliorer leurs moyens de production pour pouvoir accroître la production augmentant ainsi leurs revenus. L'augmentation des revenus a permis aux bénéficiaires de faire un réinvestissement et en même temps améliorer leurs conditions de vie. La deuxième hypothèse de l'étude est alors confirmée du fait que les changements sont appréciés selon l'importance ressentie par les bénéficiaires.

Concernant la durabilité des changements ressentis, les bénéficiaires ne pourront pas continuer à capitaliser les acquis si les revenus sont en baisse. La durabilité des changements constatés est alors liée aux nombreux facteurs influençant positivement et négativement les revenus. La variation du revenu est liée au contexte environnemental de la zone et des problèmes internes aux ménages. Ainsi, la troisième hypothèse révélant que la durabilité des changements significatifs dépend de la capitalisation des acquis qui est liée à des facteurs externes et internes influençant les revenus des ménages est confirmée.

L'objectif de cette étude qui s'est focalisée sur l'évaluation de l'impact des services d'une institution de microfinance en milieu rural est atteint. Les services offerts par C.E.FOR ont renforcé les moyens d'existence des bénéficiaires amenant à des changements sur leurs activités génératrices de revenus et leurs conditions de vies. Les changements sont multiples et sont surtout concentrés sur les bénéficiaires lui-même. Cependant, l'élargissement de l'évaluation d'impact à d'autres échelles est nécessaire. A titre d'exemple, une évaluation d'impact sur la situation économique des communes d'intervention voire même au niveau régional et national est utile afin de voir une contribution large du secteur de la microfinance au développement.

BIBLIOGRAPHIE

Mémoires et thèses

- ❖ ANDRIANINTSOA T., 2012, Facteurs influençant l'adoption des techniques agricoles promue au sein des ménages, Mémoire de fin d'études en vue de l'obtention du diplôme d'Ingénieur Agronome, Département Agro-Management, Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques, Université d'Antananarivo, 48p. +Annexe
- ❖ CLARA A ., OMAR E.,2009, Microfinance: Quelles perspectives de développement pour les IMF, Mémoire de recherche , ESCP Europe ,82p.
- ❖ RABEKOTO R ., 2011,Impact et développement du système de microcrédit dans la région Sud-Ouest de Madagascar, Thèse de doctorat ,Département Economie, Facultés DEGS ,Université d'Antananarivo,355p.
- ❖ RAKOTOMALALA M., 2011, Contribution de la première agence de microfinance (PAMF) à l'accès des ménages agricoles de la Commune rurale d'Analavory au crédit, Mémoire de fin d'études en vue de l'obtention du diplôme d'ingénieur agronome ,Département Agro-management, Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques,52p. + Annexes
- ❖ DIENE M., 2006, La pérennisation des projets/programmes financés par les bailleurs de fonds : cas du projet BCEAO/BEAC de renforcement des capacités en Afrique de l'Ouest, Mémoire de fin d'étude, Institut Supérieur de Management des entreprises et autres organisations, 86p
- ❖ DELARUE J., 2007, Mise au point d'une méthode d'évaluation systémique d'impact des projets de développement agricole sur le revenu des producteurs, étude de cas en Région Kpele (République de Guinée), Thèse pour l'obtention du grade de Docteur de l'Institut des Sciences et Industries du Vivant et de l'Environnement, Agro Paris Tech, 508p.

Ouvrages

- ❖ ADAMA O., JOANIS K., JEANNE N., 1997, Pauvreté et vulnérabilité au Burkina Faso, INSD, 69p.
- ❖ ANDRIANASOLO E., 2008, *Étude de Cas sur la Microfinance à Madagascar : Promotion d'un Secteur Viable*, Fonds Monétaire Internationale (FMI), 50p.
- ❖ ALAIN R., 2008, Évaluation d'institutions de microfinance en milieu rural à Madagascar, Edition de l'Institution des Etudes Coopératives, 40p.

- ❖ BEDECARRATS F., RENARD O., QUENTIN A., 2010, Etudes d'impact en microfinance: Comment, pour qui et pourquoi ?, 30p.
- ❖ BEHRMAN J., 2007, Santé et croissance économique: Théorie, réalité et politique, UNICEF, 86p.
- ❖ BOUBAKAR T., 2011, L'impact du crédit sur développement des activités des petites unités économiques d'artisans et de transformatrice de la zone artisanale et pépinière d'entreprise à Banfora, Rapport d'étude, Afrique Verte, 53p.
- ❖ CIEDEL.,1999, Guide méthodologique: L'évaluation de l'impact, Prise en compte de l'impact et construction d'indicateurs d'impact, Fonds pour la promotion des préalables études transversales évaluations ,Fonds pour la promotion des études préalables études transversale évaluations (F3E), 50p.
- ❖ COLETTE A., 2006, La méthode SWOT, Fiche technique, 15p.
- ❖ DANIEL JM., FUNEL JM., LEGALLM., YUNG JM ., LEMELLE JM, 1978, Méthodologie de planification: Guide d'évaluation à posteriori des opérations de développement rural, Société d'Etudes pour le Développement Economique et Social(SEDES), 90p.
- ❖ Department For International Development, 2001: *Sustainable livelihoods guidance sheets*. Overview. London. DFID. Sustainable livelihoods guidance sheets.
- ❖ DOMINIQUE M., 2011,Guide pour la protection des clients en Microfinance, Bangui, PNUD , 28p.
- ❖ EFSA, 2011, Score de consommation alimentaire et IPC, Djibouti, VAM, 13p.
- ❖ KARIN F., 2011, Réduction de la pauvreté par la microfinance: Analyse Participative des Clubs d'Epargne et de Crédit au Cameroun, Humboldt-Universität zu Berlin, SLE, 140p.
- ❖ Laurent F., 2001, Appui au Renforcement des Organisations Professionnelles et des services Agricoles, Rapport d'activité, FIDA, 27p.
- ❖ MARIO B., 2000, Qu'est-ce que l'approche des moyens d'existence durable, IDS, 25p.
- ❖ PATRICK S.,2008, Renforcement des capacités des partenaires locaux visant à l'amélioration du niveau des vies des familles vivant en bidonvilles(Indes et Phillipines) par des services financiers et non financiers complémentaires, Termes de référence,17p.

Rapports

- ❖ C.EF.OR., 2013, Améliorer l’insertion socio-économique des familles vulnérables d’Antananarivo., Rapport d’activités ., 32p
- ❖ FIDA., 2005, Projet de développement rural dans le Tafilalet et la vallée du Dadès, Rapport principal, 95p.

WEBIOGRAPHIE

- ❖ CNMF, 2013, Historique de la microfinance à Madagascar, consulté le 10 Mars 2015, <http://www.madamicrofinance.mg/index.php/microfinance-amadagascar/historique.html>
- ❖ CGAP, 2013, Impact et performances sociales, Portail de la microfinance, consulté le 15 Mars 2015, http://www.lamicrofinance.org/resource_centers/impactperf/
- ❖ CGAP, 2013, Systèmes d’information, Portail de la microfinance, consulté le 22 Mars 2015, http://www.lamicrofinance.org//resource_centers/systemeinformation
- ❖ www.f3e.assoc.fr, L’évaluation : un outil au service de l’action, consulté le 2 Avril 2015
- ❖ www.lamicrofinance.org/files/19399, L’Institution Financière Mutualiste, consulté le 15 Avril 2015

ANNEXES

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1: Détails du cadre <i>livelihoods</i>	1
Annexe 2: Présentation de C.E.FOR	3
Annexe 3: Caractéristiques des prêts	4
Annexe 4 : Cycle d'un prêt productif	5
Annexe 5: Fiche d'entretien utilisée	8
Annexe 6: Fiche d'enquête utilisée.....	10
Annexe 7 : Etape de l'élaboration de la typologie	14
Annexe 8: Compte d'exploitation et methode de calcul des revenus agricoles.....	19
Annexe 9: Calcul du score de consommation alimentaire	21
Annexe 10: Base de données.....	23

Annexe 1: Détails du cadre *livelihoods*

✓ Le contexte de vulnérabilité

L'analyse du contexte de vulnérabilité consiste à comprendre l'environnement dans lequel les ménages évoluent. Le contexte inclut trois éléments principaux qui influent sur la disponibilité en actifs et la capacité à déployer les stratégies de *livelihood*:

- **Les tendances:** tendances démographiques, évolution des ressources, des économies nationales et internationales, de la gouvernance et des politiques, de la technologie accessible, etc. Les tendances, selon leur ampleur, influent positivement ou négativement sur l'efficacité de chaque stratégie de *livelihood*.

- **Les chocs:** maladies et décès, chocs naturels et économiques, conflits, attaques des animaux et des cultures, etc. Les chocs peuvent provoquer une destruction directe des actifs, comme par exemple un décès influant sur le capital humain ou des catastrophes naturelles affectant le capital matériel.

- **La saisonnalité:** évolutions saisonnières des prix, de la production alimentaire, du marché de l'emploi, etc. En milieu rural, la saisonnalité constitue un aspect majeur de l'organisation et des choix de stratégies de *livelihood*. Les cycles de production influent par exemple sur les migrations pour l'emploi de même que sur l'évolution de la sécurité alimentaire.

✓ Les cinq formes de capital

Le cadre des *livelihoods* représente les dotations des ménages par cinq formes de capital. A l'analyse des variables proposées, il s'agit plutôt de « dotations en actifs » ou de proxys permettant de les évaluer, que de « capitaux » au sens économique strict. Ces dotations permettent de mettre en œuvre des stratégies visant l'amélioration des moyens d'existence des ménages. Il est ainsi distingué : (i) le capital humain ; (ii) le capital social ; (iii) le capital financier ; (iv) le capital matériel et (v) le capital naturel.

✓ Les structures et les processus

Les « structures et processus » répertorient les mesures, institutions, législations pouvant impacter sur les choix d'activité des ménages et les résultats de ces choix. Il s'agit par exemple des marchés, des organisations ou syndicats, des réformes politiques qui peuvent privilégier ou handicaper certains groupes d'EAFs.

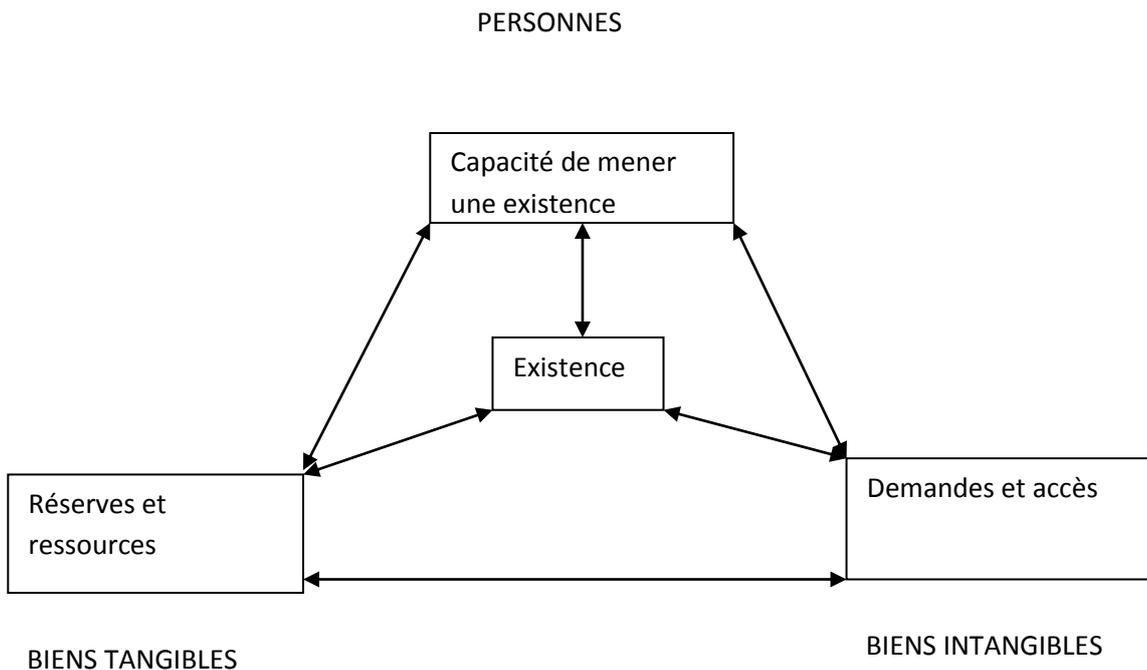
✓ Les stratégies de livelihood

Les stratégies de *livelihood* constituent la concrétisation des choix de combinaison d'activités des ménages, à partir de leurs différentes ressources, aux fins d'atteindre des résultats précis. Une migration, le choix d'une nouvelle affectation des parcelles, la constitution de réseaux sociaux peuvent par exemple constituer des stratégies.

✓ Les résultats

Il s'agit des résultats des stratégies mises en œuvre, que ce soit en termes de performances agricoles des ménages (rendements, productivité), en termes de bien-être (revenus, sécurité alimentaire), ou de durabilité de l'EAF (accumulation d'actifs).

Le diagramme qui suit représente la manière dont les moyens d'existence sont structurés dans une perspective individuelle ou d'un ménage. Les moyens d'existence sont finalement un ensemble de capacité, ressources, droits, conditions permettant à un individu ou à un ménage de mener une existence décente.



Composante et flux d'un moyen d'existence

Annexe 2: Présentation de C.E.FOR

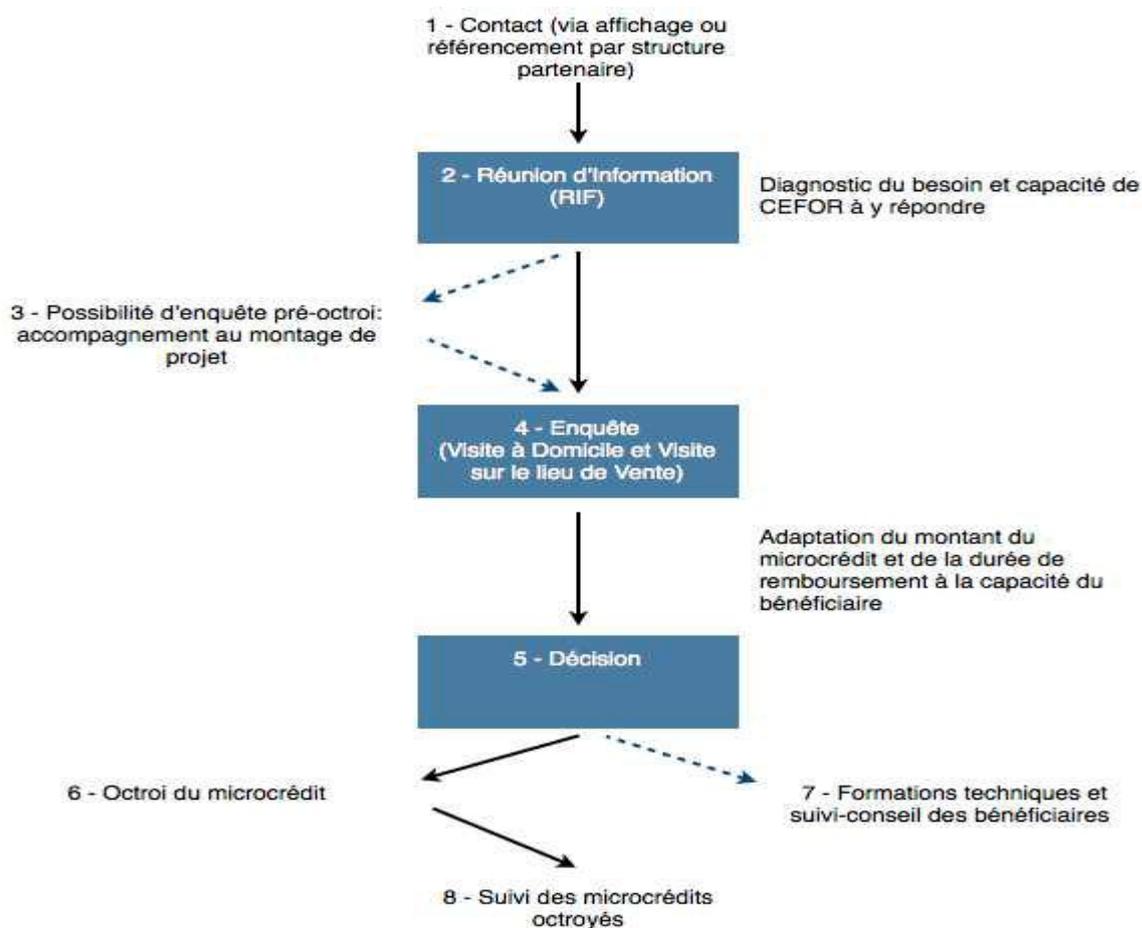
Nom	Crédit Epargne FORMation (C.E.FOR)
Coordonnées de l'organisme (adresse postale, téléphone, fax, mail)	BP 4103 Logt 941, Cité des 67 Ha Nord Ouest 101 ANTANANARIVO
Date de création	Juillet 2001
Statut juridique	-Association régie par l'ordonnance 60-133 - Institution de microfinance de niveau 1 obtenant une licence suivant la décision n° 00021/2008-CSBF du 23/12/08 -Inscrit au Registre des établissements de crédit agréés n° 18/IMF1/NM/09
Domaines d'activités	-Microfinance pour les familles pauvres et vulnérables -Formation professionnelle de jeunes adultes démunis
Zone(s) d'intervention	Antananarivo, 292 Fokontany de la commune urbaine d'Antananarivo et ses environs immédiats
Nom et coordonnées du responsable de l'organisme	Mr AMBINITSOARIVELO Jean Herley Directeur Lot 941 Cité des 67 Ha Nord Ouest, 101 ANTANANARIVO

Annexe 3: Caractéristiques des prêts

	PRETS	
	Premier prêts	Prêts successifs
Objectif	Financement Création ou Développement d'AGR	Financement Création ou Développement d'AGR
Montant Maximum	400 000 Ar	Doublement max prêt précédent Montant Max total=3 000 000 Ar
Durée maximum	12 mois	12 mois
Type de remboursement	suivant saisonnalité des activités : Hebdomadaire Bi -mensuel Mensuel +IN FINE	Suivant saisonnalité des activités : Hebdomadaire Bi -mensuel Mensuel +IN FINE
Taux d'intérêt mensuel	3% linéaire	3% linéaire
Garantie	1 garant	1 garant
ELP	25% du capital emprunté (pas de réelles obligations d'épargne si < 200 000 Ar)	Si PP ou PS <= 1 000 000 Ar = 25% du capital emprunté Si PS > 1 000 000 Ar = 10% du Capital emprunté

Annexe 4 : Cycle d'un prêt productif

Le cycle de prêt correspond à l'ensemble du processus pour l'octroi d'un prêt productif à l'un des partenaires de C.E.FOR. Il détaille l'ensemble des étapes, au niveau des services financiers, comme non financiers, du premier contact à l'octroi effectif du prêt.



Déroulement des activités

-La promotion et sensibilisation: C.E.FOR promet son activité de microcrédit dans ses quartiers d'intervention par le biais d'une part des moyens de sensibilisation de masse (affichage, banderole, intervention dans les assemblées générales des *fokontany*) et d'autre part par des contacts directs et individualisés avec les familles visées (porte à porte, distribution des prospectus). Les deux types de sensibilisations visent à convier les personnes intéressées à une réunion d'information qui se tiendra habituellement dans les locaux des agences CEFOR tous les lundis après-midi.

-La Réunion d'information: Elle est dirigée par le chef d'agence et vise à informer les potentiels bénéficiaires des activités de C.E.FOR et de ses partenaires, de ses produits, de ses missions, philosophies et cibles prioritaires, des conditions exigées pour l'obtention d'un prêt ainsi que les étapes à suivre et les documents à fournir. A l'issue de cette réunion, les participants intéressés prennent un rendez-vous pour l'enquête sur dossier.

-L'enquête sur dossier: Elle est individuelle et se tient au bureau de C.E.FOR .Elle consiste à collecter les informations relatives à l'activité actuelle du future bénéficiaire, de son projet avec le prêt. Elle vise également à recueillir les informations sur l'environnement familial du bénéficiaire.

-La visite à domicile : Elle sert à identifier et valider le lieu d'habitation de la future bénéficiaire. La fiche de catégorisation sociale, servant à sélectionner la cible prioritaire de C.E.FOR, est remplie au cours de cette visite. Cette fiche de catégorisation comporte 8 critères pondérés : revenus, épargne et actifs, activité, alimentation santé, habitat, scolarisation, insertion sociale). L'ensemble des points obtenus par le bénéficiaire correspond à un niveau de 1 à 8 (niveau 1 le plus précaire et niveau 8 le plus aisé). La priorité est donnée au bénéficiaire situé entre les niveaux 2 et 5 de cette fiche. Le candidat de niveau 1, jugé très indigent, est préalablement référé vers les structures purement sociales, le candidat de niveau 7 et 8 se trouvant largement au-dessus de la cible C.E.FOR est orienté vers d'autres Institutions de microfinance visant un public moins précaire. Enfin le candidat de niveau 6 est soumis à la décision du comité d'octroi.

-La visite au lieu de vente ou au lieu d'activité: Elle permet de comparer les données fournies par le bénéficiaire au moment de l'enquête avec la réalité sur son lieu de vente ou d'activité (niveau de stock, degré de concurrence, emplacement...)

-Le comité d'octroi: Il se tient hebdomadairement en agence et est dirigé par le chef d'agence. Il regroupe l'ensemble de l'équipe de l'agence qui présente et défend à tour de rôle les dossiers de leurs bénéficiaires. La décision d'octroi est communiquée au candidat et une réunion de signature de contrats est organisée au cours de laquelle les principes essentiels sont rappelés sur la destination des fonds (l'activité), les règles relatives au taux d'intérêt, la périodicité de remboursement, les suivis à mener par les équipes, les rôles du garant.

-Signature du contrat: Les contrats, tirés en double exemplaire, doivent être signés par l'emprunteur, son garant et visés par le *fokontany*. Un exemplaire de ce contrat est remis au Chef d'agence au moment de l'octroi.

-L'octroi: se fait hebdomadairement en agence. Ceci est obligatoirement fait par chèque.

-Le remboursement: La collecte des remboursements a lieu en agence par les Conseillers-animateurs et éventuellement avec l'aide des chefs d'agence. Elle a lieu une demi-journée par semaine, même si certains micro-entrepreneurs surtout ceux en milieu rural remboursent à des échéances mensuelles.

-Recouvrement: En cas de non remboursement par l'emprunteur, une procédure de recouvrement gradué impliquant l'ensemble des équipes de l'agence et du bureau de liaison est appliquée. Ce mode de recouvrement est avant tout amiable et n'implique les autorités locales de base qu'à la fin du processus. La phase judiciaire du recouvrement est réservée aux emprunteurs défaillants qui disposent des ressources pour payer mais qui ne le font pas.

Annexe 5: Fiche d'entretien utilisée

GUIDE D'ENTRETIEN AUPRES DES AUTORITES LOCALES

1. Quels sont les changements identifiés au niveau des bénéficiaires des services ?
2. Quels sont les problèmes de la localité pouvant freiner le développement ?
3. Quels sont les principaux problèmes rencontrés par les paysans ?

GUIDE D'ENTRETIEN AUPRES DU PERSONNEL DU C.E.FOR

Présentation de la personne interviewée

Nom :

Fonction :

Questions

1. Comment l'institution a été créée ?
2. Qui l'a créée ?
3. Quand a-t-elle été créée ?
4. Quels sont les missions de C.E.FOR ?
5. Quels sont ses objectifs spécifiques ?
6. Quels sont les zones d'intervention de C.E.FOR ?
7. Quels sont les différents types de services offerts par C.E.FOR pour réaliser sa mission ?
8. Quels sont les objectifs de chaque service ?
9. Quels sont les effets perçus pour chaque service ?
10. Quels sont les impacts des services offerts au niveau des bénéficiaires ?
11. Quels sont les facteurs de blocage pour chaque service ?
12. Quels sont les problèmes rencontrés par les bénéficiaires après l'obtention des différents services ?

Annexe 6: Fiche d'enquête utilisée

Commune :

Fokontany:

Code C.E.FOR :

Date d'enquête :

1- Identité du bénéficiaire

N°	Questions	Code
1	Sexe du bénéficiaire? Nom?	1-Masc <input type="checkbox"/> 2-Fem <input type="checkbox"/>
2	Age?	Ans <input type="text"/> <input type="text"/>
3	Taille du ménage? Nombre d'actif?	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
4	Niveau d'éducation ?	1-Illettré <input type="checkbox"/> 2- CEPE <input type="checkbox"/> 3- BEPC <input type="checkbox"/> 4- BAC <input type="checkbox"/>

2-Crédit octroyé

Prêt	Montant	Montant ELP
P1		
P2		
P3		
P4		

8-Scolarisation des enfants

Nombre d'enfant	Nombre d'enfant (âge de scolarisation)	Scolarisés	Non scolarisés	Ecole publique	Ecole Privée

9-Accès aux services de santé

Questions	Code oui= 1 et non=0
Vous accédez aux services de santé ?	
Vous utilisez les produits d'hygiène et de santé?	
Qu'en est-il de la fréquence des maladies saisonnières?	
Fièvre	
Diarrhée	
Toux	

10-Quels changements avez-vous ressenti après les services offerts par C.E.FOR ?

- Au niveau des activités génératrices de revenus
- Au niveau familial

11- Quels sont les contraintes internes qui influencent la variation de votre revenu ?**12- Quels les sont les problèmes majeurs dans votre zone ?**

Annexe 7 : Etape de l'élaboration de la typologie

La typologie des ménages a été élaborée suivant trois étapes fondamentales :

1-La Classification Ascendante Hiérarchique

Le but recherché à travers l'utilisation du Classification Ascendante Hiérarchique (CAH) est de créer des groupes homogènes de ménages.

XLSTAT 2008.6.03 - Classification Ascendante Hiérarchique (CAH) - le 29/04/2015 à 19:47:31

Tableau observations/variables : Classeur = TRAITEMENT.xlsx / Feuille = Feuil1 / Plage = Feuil1!\$B\$1:\$T\$101 / 100 lignes et 19 colonnes

Regrouper les lignes

Dissimilarité : Distance euclidienne

Méthode d'agrégation : Méthode de Ward

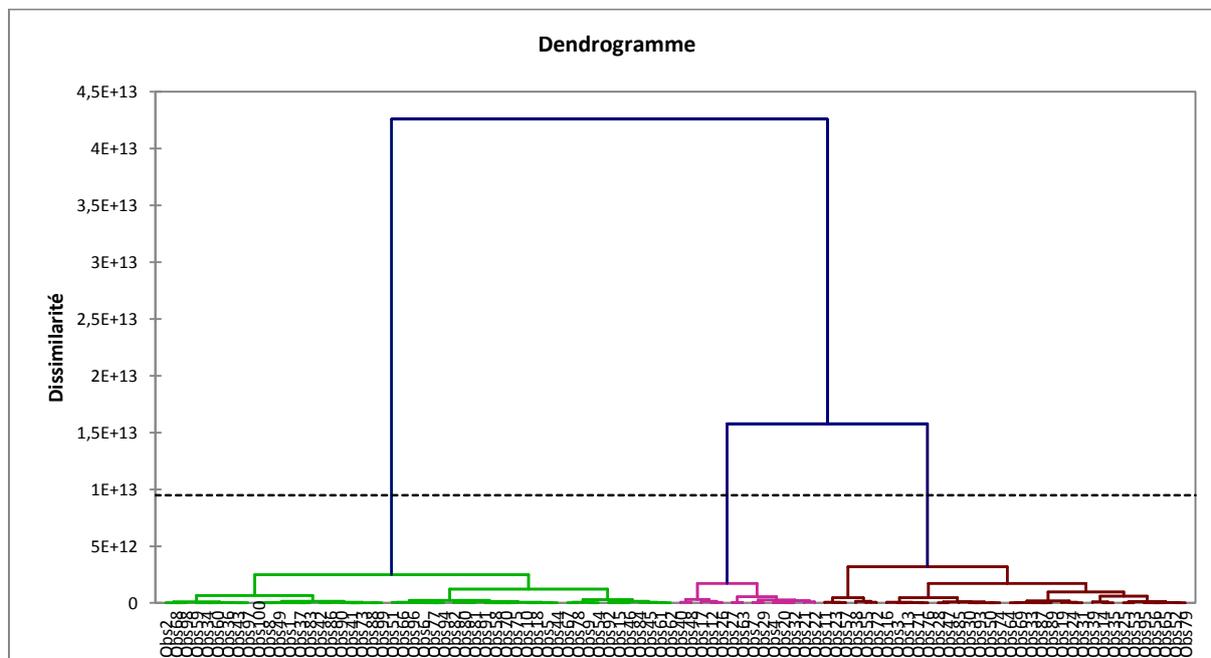
Centrer : Non

Réduire : Non

Troncature : Automatique

Le dendrogramme de dissimilarité qui a permis de définir le nombre de classes est présenté ci-dessous.

Figure : Dendrogramme de dissimilarité



Le dendrogramme représente de manière claire la façon dont l'algorithme procède pour regrouper les individus puis les sous-groupes. La ligne en pointillé représentant la troncature permet ainsi de visualiser que trois groupes homogènes ont été identifiés : la classe 2 étant plus homogène par rapport à la classe 1 et 3.

Résultats par classe

Classe	1	2	3
Objets	50	36	14
Somme des poids	50	36	14
Variance intra-classe	132289302985,079	252705186171,425	274877747536,216
Distance minimale au barycentre	197468,050	143495,721	272769,916
Distance moyenne au barycentre	349654,425	456162,784	480485,159
Distance maximale au barycentre	637016,353	854765,319	776197,612
	1 ;2: 5;6;8;9;10 ; 15 ; 18 ; 34 ; 36 ; 37 ; 41 ; 42 ; 43 ; 44 ; 45 ; 49 ; 51 ; 54 ; 58 ; 59 ; 60 ; 61 ; 62 ; 66 ; 67 ; 68 ; 70 ; 73 ; 75 ; 77 ; 78 ; 80 ; 81 ; 82 ; 83 ; 84 ; 86 ; 88 ; 90 ; 91 ; 92 ; 94 ; 97 ; 98 ; 99 ; 100	3 ;11 ; 13 ; 14 ; 16 ; 19 ; 23 ; 24 ; 25 ; 28 ; 30 ; 31 ; 33 ; 35 ; 38 ; 39 ; 47 ; 50 ; 52 ; 55 ; 56 ; 57 ; 64 ; 65 ; 69 ; 71 ; 72 ; 74 ; 76 ; 79 ; 85 ; 87 ; 89 ; 93 ; 95	4 ;7 ;12 ;17 ;20 ;21 ; 22 ; 26 ; 27 ; 29 ; 32 ; 40 ; 48 ; 63.

2-La méthode des nuées dynamique ou K-means

La méthode des nuées dynamiques est ensuite utilisée pour confirmer les classes ainsi obtenues et les reclasse selon le résultat suivant :

Tableau observations/variables : Classeur = TRAITEMENT.xlsx / Feuille = Feuil1 / Plage = Feuil1!\$B\$2:\$S\$101 / 100 lignes et 18 colonnes

Regrouper les lignes

Critère de classification : Déterminant(W)

Conditions d'arrêt : Itérations = 500 / Convergence = 0,00001

Nombre de classes : 3

Résultats par classe

Classe	1	2	3
Objets	50	33	17
Somme des poids	50	33	17
Variance intra-classe	128840383161,413	204294233599,720	306812045581,680
Distance minimale au barycentre	192233,871	117744,348	187473,491
Distance moyenne au barycentre	346288,331	412362,366	507224,328
Distance maximale au barycentre	552006,294	850238,811	874205,648
	1 ;2: 5;6;8;9;10 ; 15 ; 18 ; 34 ; 36 ; 37 ; 41 ; 42 ; 43 ; 44 ; 45 ; 49 ; 51 ; 54 ; 58 ; 59 ; 60 ; 61 ; 62 ; 66 ; 67 ; 68 ; 70 ; 73 ; 75 ; 77 ; 78 ; 80 ; 81 ; 82 ; 83 ; 84 ; 86 ; 88 ; 90 ; 91 ; 92 ; 94 ; 97 ; 98 ; 99 ; 100	3 ; 13 ; 14 ; 16 ; 19 ; 24 ; 25 ; 28 ; 30 ; 31 ; 33 ; 35 ; 38 ; 39 ; 47 ; 50 ; 52 ; 55 ; 56 ; 64 ; 65 ; 69 ; 71 ; 72 ; 74 ; 76 ; 79 ; 85 ; 87 ; 89 ; 93 ; 95 ;	4 ; 7 ; 11 ; 12 ; 17 ; 20 ; 21 ; 22 ; 23 ; 26 ; 27 ; 29 ; 32 ; 40 ; 48 ; 57 ; 63

3-L'analyse factorielle discriminante

L'analyse factorielle discriminante de la matrice centrée réduite (divisée par le maximum de chaque variable) se présente comme suit :

XLSTAT 2008.6.03 - Analyse Factorielle Discriminante (AFD) - le 29/04/2015 à 19:50:38

Y / Qualitatives : Classeur = TRAITEMENT.xlsx / Feuille = Feuil1 / Plage = Feuil1!\$V\$1:\$V\$101 / 100 lignes et 1 colonne

X / Quantitatives : Classeur = TRAITEMENT.xlsx / Feuille = Feuil1 / Plage = Feuil1!\$B\$1:\$T\$101 / 100 lignes et 19 colonnes

Libellés des observations : Classeur = TRAITEMENT.xlsx / Feuille = Feuil1 / Plage = Feuil1!\$A\$1:\$A\$101 / 100 lignes et 1 colonne

Les matrices de covariance sont supposées égales

Les probabilités a priori sont prises en compte

Niveau de signification (%) : 5

Une première itération donne ainsi :

Matrice de confusion pour l'échantillon d'estimation :

de \ Vers	1	2	3	Total	% correct
1	49	1	0	50	98,00%
2	1	32	0	33	96,97%
3	0	0	17	17	100,00%
Total	50	33	17	100	98,00%

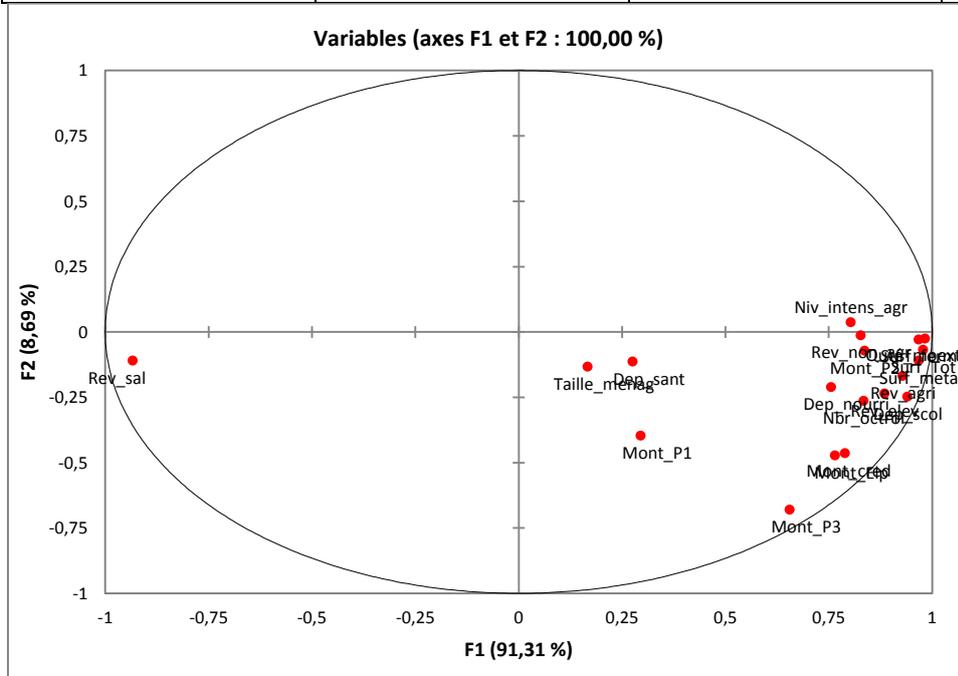
Tandis que la deuxième itération donne :

Matrice de confusion pour l'échantillon d'estimation :

de \ Vers	1	2	3	Total	% correct
1	50	0	0	50	100,00%
2	0	33	0	33	100,00%
3	0	0	17	17	100,00%
Total	50	33	17	100	100,00%

Statistiques simples :

Variable	Modalités	Effectifs	%
A posteriori	1	50	50,000
	2	33	33,000
	3	17	17,000



Annexe 9: Calcul du score de consommation alimentaire

Le score de la consommation alimentaire du ménage est calculé en multipliant la note totale de fréquence de consommation avec la pondération totale de chaque groupe d'aliments, puis en additionnant les résultats obtenus pour l'ensemble des groupes.

Le score maximal d'un ménage est 112 et signifie que les différents groupes d'aliments ont été consommés tous les jours au cours des sept derniers jours

Aliment	Groupe d'aliment	Pondération (A)	Nombre de jours de consommation Au cours des 7 jours(B)	Note A*B
Maïs, riz, sorgho, mil, pain et autres céréales	Céréales et tubercules	2		
Manioc, pomme de terre et patate douce				
Haricots, pois, arachides en coques et noix de cajou	Légumes secs	3		
Légumes, condiments et légumes-feuilles	Légumes	1		
Fruits	Fruits	1		
Boeuf, chèvre, volailles, porc, oeufs et poisson	Viande et poisson	4		
Lait, yaourt et autres produits laitiers	Lait	4		
Sucre et produits sucrés	Sucre	0,5		

Huiles, matières grasses et beurre	huile	0,5		
Score de consommation alimentaire				

Le score de la consommation alimentaire est une variable continue, ce qui permet de calculer des statistiques standard telles que la moyenne et la variance ou encore de déterminer les tendances des moyennes dans le temps et d'une catégorie à l'autre.

Éléments de base du score de consommation alimentaire

Diversité de la diète	Le nombre d'aliments individuels ou groupes d'aliments consommés sur une période de référence
Fréquence de consommation alimentaire	Nombre de jours (dans la semaine dernière) qu'un produit alimentaire spécifique a été consommé par un ménage
Importance nutritive	Chaque poids de groupe alimentaire a été calculé en fonction de la densité en éléments nutritifs
Consommation alimentaire des ménages	Les modes de consommation (fréquence, importance nutritive pour chacun des groupes alimentaires) des ménages au cours des sept derniers jours

Ces seuils peuvent être ajustés s'il y a une justification claire pour le faire, par exemple lorsque le sucre et l'huile sont consommés chaque jour

- consommation alimentaire faible ou pauvre de 0 à 28;
- consommation alimentaire limite ou limite à l'acceptable de 28,5 à 42;
- consommation alimentaire acceptable - > 42.

Annexe 10: Base de données

Numéro	Taille_menag	Mont_cred	Nbr_octroi	Mont_Elp	Mont_P1	Mont_P2	Mont_P3	Rev_elev	Rev_agri	Rev_non_agr	Rev_sal	Surf_Tot	Surf_ferm	Surf_meta	Quté_moext	Dep_nourri	Dep_sant	Dep_scol	Niv_intens_agr
1	5	100000	1	0	100000	0	0	343000	820258	300000	440000	201	7	11	262	1410000	126000	320000	1
2	4	100000	1	0	100000	0	0	444000	914859	350000	522500	208	6	13	272	1185000	121000	322500	1
3	4	400000	2	62500	150000	250000	0	1030000	1083961	700000	160000	221	17	23	291	1485000	168000	416000	2
4	5	700000	3	125000	200000	200000	300000	1894500	1585883	725000	120000	256	29	43	344	2140000	171000	580000	3
5	4	240000	2	32500	100000	140000	0	733000	798833	640000	585000	210	7	12	272	1160000	178000	318000	2
6	3	200000	2	25000	100000	100000	0	742000	817470	550000	412000	203	7	15	265	970000	139000	307000	2
7	6	800000	3	200000	250000	250000	300000	1860000	1694295	715000	162500	263	29	51	345	2505000	184000	752000	3
8	5	100000	1	0	100000	0	0	372500	816983	275000	651000	209	6	15	265	1400000	152000	317500	1
9	7	290000	2	40000	100000	190000	0	897000	854778	555000	408000	213	7	14	272	1850000	173000	335000	2
10	4	200000	2	20000	100000	100000	0	838500	760220	540000	394000	210	8	16	268	1140000	204000	318000	2
11	4	800000	3	150000	200000	250000	350000	1771000	1610103	747000	150000	255	35	35	343	1750000	167000	594000	3
12	5	2E+06	3	375000	250000	500000	750000	2050500	1820210	730000	0	267	34	52	359	2130000	270000	690000	3
13	4	400000	2	47500	200000	200000	0	897500	1085911	640000	164000	231	18	23	302	1480000	194400	425000	2
14	7	300000	2	46000	100000	200000	0	1003500	1289304	638000	212500	232	19	25	305	2360000	203000	550000	2
15	5	250000	2	37500	100000	150000	0	855250	741882	620000	416000	208	7	11	262	1425000	180800	319000	2
16	4	300000	2	36000	150000	150000	0	780000	915627	617000	207500	232	22	24	302	1490000	194400	416000	2
17	6	2E+06	3	400000	300000	600000	700000	1882000	1911223	710000	0	253	28	42	339	2490000	275000	755000	3
18	4	200000	2	22500	100000	100000	0	816000	837659	490000	428000	207	10	13	265	1190000	185000	319500	2
19	5	400000	2	70000	100000	300000	0	1244000	1163790	616000	195000	235	21	27	308	1760000	170400	426000	3
20	5	900000	3	187500	150000	300000	450000	1916500	1521133	715000	175000	254	32	41	324	2135000	246000	600000	3
21	5	1E+06	3	237500	250000	350000	350000	1917100	1802792	705000	0	257	25	48	349	2120000	188000	596000	3
22	5	1E+06	3	300000	300000	450000	450000	2105000	1501093	695000	0	263	32	48	352	2090000	210000	633000	3
23	4	700000	3	175000	100000	200000	400000	1945000	1365032	680000	150000	252	34	40	337	1758000	184800	505000	3
24	6	450000	2	72500	150000	300000	0	1267500	1221328	576000	210000	235	17	30	308	2060000	175800	447000	3
25	6	300000	2	39000	150000	150000	0	896000	1257297	620000	270000	237	22	30	317	2050000	202200	474000	2
26	5	1E+06	3	350000	300000	500000	600000	1916000	1700211	745000	0	257	34	41	344	2095000	261000	640000	3

27	6	600000	3	135000	100000	250000	250000	1692000	1443042	728000	137500	258	33	42	339	2495000	195000	665000	3
28	4	450000	2	75000	150000	300000	0	1520750	1171060	610000	184000	242	23	31	321	1490000	197000	460000	3
29	6	960000	3	210000	150000	400000	410000	1905200	1722851	745000	124000	256	30	40	339	2492000	219000	730000	3
30	4	300000	2	45500	100000	200000	0	1188000	1225213	575000	237500	235	21	33	310	1495000	194200	467000	2
31	6	450000	2	60000	200000	250000	0	1258000	1174208	630000	282000	233	21	31	304	2040000	212000	572000	3
32	5	800000	3	165000	150000	250000	400000	2007500	1464914	725000	160000	251	26	42	337	2125000	240000	625000	3
33	5	500000	2	72000	200000	300000	0	1524000	1112428	630000	172000	233	21	28	308	1780000	246000	451000	3
34	4	150000	1	0	150000	0	0	461000	875445	345000	645000	208	12	13	265	1170000	176000	321000	1
35	7	300000	2	35000	150000	150000	0	1052000	1265871	595000	222500	234	23	28	312	2360000	212800	579000	2
36	4	150000	1	0	150000	0	0	435000	847333	525000	639000	207	10	15	263	1200000	210000	318000	1
37	5	150000	1	0	150000	0	0	433000	727868	400000	525000	207	9	14	265	1415000	193200	318000	2
38	3	570000	2	80000	250000	320000	0	1670000	1129610	610000	210000	233	24	29	311	1192000	213000	420000	3
39	7	400000	2	76000	100000	300000	0	1361000	1220777	608000	138000	235	25	30	309	2370000	210800	477000	3
40	6	1E+06	3	360000	250000	550000	600000	2064000	1553852	712000	0	263	32	46	351	2493000	259000	695000	3
41	6	160000	1	0	160000	0	0	487000	844279	345000	654000	203	7	14	259	1635000	168000	316500	1
42	6	100000	1	0	100000	0	0	476000	790287	432000	432000	202	7	14	258	1610000	194200	325500	1
43	4	150000	1	0	150000	0	0	353500	834000	370000	669000	207	7	14	265	1180000	203800	308000	1
44	4	200000	2	23000	100000	100000	0	798000	758352	564000	562500	206	9	14	264	1195000	215500	317000	2
45	5	200000	1	0	200000	0	0	790000	920766	590000	690000	210	9	13	266	1417000	208000	319000	1
46	5	200000	1	0	100000	0	0	823000	789521	570000	468000	200	11	14	257	1390000	201000	316000	2
47	4	450000	2	85000	100000	350000	0	1359000	1251712	615000	175000	237	23	27	323	1475000	208000	470000	3
48	6	1E+06	3	240000	250000	450000	500000	1880000	1330541	710000	0	259	36	47	342	2490000	236000	620000	3
49	5	150000	1	0	150000	0	0	378500	698842	300000	610000	201	8	13	258	1395000	184000	336000	1
50	4	400000	2	52000	200000	200000	0	1228500	1201110	589000	225000	237	26	30	315	1495000	207000	487000	3
51	3	200000	1	0	200000	0	0	775000	963823	495000	684000	206	8	15	248	960000	194000	306500	1
52	5	300000	2	54000	100000	200000	0	841000	1259365	580000	136000	242	26	30	329	1785000	210400	459000	2
53	6	300000	2	34000	150000	150000	0	995000	1371601	607000	156000	235	23	31	316	2075000	201200	469000	3
54	6	250000	2	35000	100000	150000	0	848000	847374	585000	452000	203	8	14	268	1645000	206000	314500	2
55	3	600000	3	130000	100000	200000	300000	1515500	1305848	690000	145000	254	30	45	327	1395000	145500	490000	3

56	5	300000	2	56000	100000	200000	0	1011500	1133300	603000	140000	232	23	31	311	1800000	216000	472000	3
57	4	700000	3	120000	200000	250000	250000	1995000	1366499	696000	204000	256	32	42	337	1740000	229500	720000	3
58	4	200000	1	0	200000	0	0	738000	838424	492000	560000	204	6	14	260	1175000	176800	316000	2
59	4	100000	1	0	100000	0	0	564500	927958	345000	681000	204	8	12	268	1150000	206000	309000	1
60	4	150000	1	0	150000	0	0	507500	861100	275000	711000	204	7	12	263	1155000	211000	317000	1
61	5	250000	2	32500	100000	150000	0	901500	905993	548000	720000	204	9	13	266	1405000	176000	318000	2
62	5	250000	2	34000	100000	150000	0	950500	817593	586000	615000	206	9	11	262	1428000	218200	330000	2
63	6	600000	3	112500	150000	225000	225000	1667750	1229772	725000	124000	256	37	40	335	2500000	182000	725000	3
64	5	450000	2	73000	150000	300000	0	1508000	1321563	610000	136000	231	19	34	314	1795000	215200	467000	3
65	5	300000	2	50000	100000	200000	0	1001000	1147433	621000	144000	235	21	31	312	1770000	211600	485000	2
66	3	250000	2	38000	100000	150000	0	737000	789343	560000	684000	207	8	14	265	980000	218300	319500	2
67	6	200000	1	0	200000	0	0	799000	879493	430000	585000	202	12	12	261	1650000	206400	334000	2
68	4	150000	1	0	150000	0	0	430500	848618	340000	440000	206	8	14	266	1210000	226900	318500	1
69	5	400000	2	52500	200000	200000	0	1430000	1310463	605000	185000	233	25	31	309	1765000	211000	466000	3
70	4	200000	1	0	200000	0	0	842250	754272	534000	565000	199	9	13	259	1205000	209750	320000	2
71	4	300000	1	55000	100000	200000	0	884000	1284382	615000	204000	240	26	31	323	1490000	224500	465000	2
72	3	600000	3	135000	100000	200000	300000	1884000	1354771	755000	160000	260	34	41	339	1400000	200000	510000	3
73	6	150000	1	0	150000	0	0	455500	837229	325000	639000	203	10	11	268	1630000	215000	319500	1
74	4	400000	2	64000	100000	250000	0	1270000	1108542	594000	228000	235	26	33	316	1510000	213000	478000	3
75	4	200000	1	0	200000	0	0	785000	767443	470000	530000	206	8	14	264	1194000	218000	321000	2
76	4	300000	1	56000	100000	200000	0	960000	1123508	609000	225000	232	22	33	308	1515000	209200	466000	2
77	3	200000	1	0	200000	0	0	763000	833204	515000	476000	198	10	13	258	960000	229400	310000	2
78	7	200000	1	0	200000	0	0	866500	777002	535000	587500	201	9	12	261	1810000	203000	327000	2
79	5	300000	1	36500	150000	150000	0	995000	1322867	578000	252000	239	24	32	321	1810000	219200	484000	2
80	4	200000	1	48000	200000	200000	0	834000	934115	505000	663000	199	7	12	265	1165000	209700	319500	2
81	4	200000	1	50000	200000	200000	0	785000	931217	400000	432000	200	9	13	264	1184000	199000	319000	2
82	5	250000	1	39000	100000	150000	0	746500	968223	400000	484000	203	9	15	267	1422000	223000	317500	2
83	5	150000	1	0	150000	0	0	436500	826685	360000	540000	204	8	12	269	1410000	215600	317000	1
84	5	280000	2	45000	100000	180000	0	1152500	875578	470000	660000	201	8	13	269	1415000	209000	338000	2

85	3	400000	2	64000	150000	250000	0	1220500	1153136	620000	207500	237	26	32	311	1190000	228800	430000	3
86	6	100000	1	0	100000	0	0	460500	723604	290000	446000	199	10	13	253	1634000	210800	320000	1
87	5	400000	2	50000	200000	200000	0	1575000	1196737	665000	205000	242	28	30	324	1860000	222500	470000	3
88	6	150000	1	0	150000	0	0	394000	973057	320000	585000	202	9	13	270	1630000	192000	318000	1
89	5	400000	2	65500	150000	250000	0	1580500	1167479	640000	212500	231	24	31	311	1780000	195600	475000	3
90	6	150000	1	0	150000	0	0	398500	799398	324000	681000	200	10	14	262	1600000	213000	326500	1
91	4	200000	1	0	200000	0	0	883500	857464	430000	484000	209	10	14	273	1210000	216800	320500	2
92	5	200000	1	0	200000	0	0	860000	704091	430000	480000	199	11	16	259	1416000	214200	321000	2
93	4	300000	2	35000	150000	150000	0	1229000	1209164	598000	215000	235	23	29	316	1486000	215000	454000	2
94	3	200000	1	0	200000	0	0	821500	880513	430000	468000	201	10	11	266	985000	194000	308500	2
95	5	300000	2	48000	100000	200000	0	1025000	1244270	578000	160000	239	25	29	324	1785000	216800	459000	2
96	3	200000	1	0	200000	0	0	663500	676160	445000	590000	208	9	16	266	972000	202000	309000	2
97	4	150000	1	0	150000	0	0	490000	743219	356000	705000	210	10	13	265	1180000	218000	323000	1
98	4	200000	1	0	200000	0	0	434500	752924	360000	460000	196	10	11	256	1204000	215000	322500	2
99	6	150000	1	0	150000	0	0	431000	849278	280000	540000	203	12	15	262	1634000	214000	333000	1
100	5	150000	1	0	150000	0	0	510500	811240	270000	684000	199	9	13	257	1410000	205000	320500	1

TABLES DES MATIERES

SOMMAIRE

Liste des abréviations

Liste des cartes

Liste des graphes

Liste des figures

Liste des tableaux

INTRODUCTION.....	1
1 Concepts et état de l’art.....	4
1.1 La pauvreté	4
1.2 Concepts de microfinance	4
1.3 Notions de résultats, d’effets, d’impact, de changements significatifs et de changements durables.....	4
1.3.1 Changements significatifs et changements durables	5
1.4 Concepts sur l’évaluation	5
1.5 Théorie mobilisée : L’Approche des Moyens d’Existence Durables	5
2 MATERIELS ET METHODES.....	8
2.1 Justification du choix du thème	8
2.2 Choix de l’organisme d’accueil.....	8
2.3 Choix de la zone d’étude	9
2.4 Démarches de vérification commune aux hypothèses.....	11
2.4.1 Phase exploratoire	11
2.4.1.1 Documentation: bibliographie-webiographie	11
2.4.1.2 Entretien avec les personnes ressources	11
2.4.2 Phase de descente sur terrain pour la collecte des données.....	11
2.4.2.1 Enquête	11
2.5 Démarches de vérification spécifiques à chaque hypothèse.....	13

2.5.1	Démarche de vérification de l'Hypothèse 1: « Les résultats et les effets engendrés par la complémentarité des services offerts se caractérisent par des changements sur le plan technique, socio-économique et organisationnel différenciés selon les types de ménages.».....	13
2.5.1.1	Typologie des bénéficiaires	13
2.5.2	Démarches de vérification de l'Hypothèse 2 : « Les changements apportés sont appréciés selon l'importance ressentie par les ménages bénéficiaires.».....	15
2.5.2.1	L'inventaire et l'analyse des changements constitutifs de l'impact	15
2.5.2.2	La mesure des changements à partir d'indicateurs d'impact.....	16
2.5.3	Démarches de vérification de l'Hypothèse 3: «La durabilité des changements significatifs dépend de la capitalisation des acquis qui est liée à des facteurs externes et internes influençant les revenus des ménages.».....	16
2.5.3.1	Analyse FFOM	17
2.6	Limites de l'étude	17
2.7	Chronogramme des activités	18
3	RESULTATS	19
3.1	Résultats et effets des services offerts	19
3.1.1	Typologie des bénéficiaires.....	20
3.1.1.1	Ménages bénéficiaires de Type 1	21
3.1.1.2	Ménages bénéficiaires de Type 2	22
3.1.1.3	Ménages bénéficiaires de Type 3	22
3.2	Les changements constitutifs de l'impact des services offerts	22
3.2.1	La grille de lecture des effets	22
3.2.2	Indicateurs d'impact	24
3.2.2.1	Diversification d'activité génératrice de revenu.....	26
3.2.2.2	Niveau d'intensification agricole et moyens de production	26
3.2.2.3	Résultats économiques	27
3.2.2.4	Score de consommation alimentaire.....	30

3.2.2.5	Taux de scolarisation	32
3.2.2.6	Les indicateurs de santé	32
3.3	La durabilité des changements issus des services offerts	33
3.3.1	Les facteurs de la variation du revenu	33
3.3.2	Analyse FFOM	34
3.3.2.1	Les points positifs	36
3.3.2.2	Les points négatifs	36
4	DISCUSSIONS ET RECOMMANDATIONS	37
4.1	DISCUSSIONS	37
4.1.1	Effets des services offerts et diversité des ménages	37
4.1.1.1	Effets des services financiers	37
4.1.1.2	Effets des services non financiers	37
4.1.1.3	Effets des services de santé	37
4.1.1.4	Complémentarité entre les services offerts	38
4.1.1.5	Diversité des ménages bénéficiaires	38
4.1.2	Importance des changements	39
4.1.2.1	Pluriactivité	39
4.1.2.2	Renforcement de la résilience des ménages	40
a)	Moyen de production et degré d'intensification	40
b)	Revenu	40
c)	Bien-être familial	40
4.1.3	La durabilité des changements	41
4.1.3.1	Les facteurs influençant les revenus des bénéficiaires	41
4.1.3.2	Facteurs influençant la durabilité des changements	42
a)	Facteurs négatifs	42
—	Problèmes internes aux ménages	42
—	Contraintes dans la zone	42

— Limite des services offerts	43
b) Facteurs positifs.....	43
4.1.4 Impact des services offerts	44
4.2 RECOMMANDATIONS	45
4.2.1 Révision des modalités du crédit.....	45
4.2.2 Amélioration des outils de formation.....	45
4.2.3 Renforcement des suivis de l’octroi de fonds	45
4.2.4 Renforcement de la technicité des producteurs.....	45
4.2.4.1 Organisation des formations techniques.....	45
4.2.4.2 Organisation des visites d’échange.....	46
4.2.4.3 Recherche d’une synergie avec des projets de développement rural	46
4.2.5 Les appuis commerciaux	46
4.2.5.1 Organisation des foires et expositions	46
4.2.5.2 Création du couple OP/OM	46
4.2.6 Mise en place de nouveaux produits : Grenier Communautaire Villageoise (GCV) 47	
4.2.7 Epargne libre au sein du C.E.F.OR	47
CONCLUSION	48
BIBLIOGRAPHIE	50
WEBIOGRAPHIE	52
ANNEXES	53
LISTE DES ANNEXES	54
TABLES DES MATIERES	27